

Deux policiers tués à Madrid dans un attentat

LIRE PAGE 36

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,50 F; Tunisie, 1,20 F; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 12 fr.; Canada, 3 C\$; Danemark, 3 kr.; Espagne, 28 pes.; Grande-Bretagne, 26 p.; Grèce, 20 dr.; Irlande, 48 p.; Italie, 150 L.; Japon, 175 ¥; Liban, 150 L.; Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 14 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 15 cts; Yougoslavie, 10 d. din. Tarif des abonnements page 24

5, RUE DES ITALIENS
75147 PARIS - CEDEX 10
C.C.P. 6207-23 PARIS
Tél. Paris 6 60672
Tél. : 246-72-23

LES INITIATIVES DU NOUVEAU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

Washington s'inquiète du sort des contestataires en Europe de l'Est

Diplomatie et droits de l'homme

Un peu plus d'une semaine après l'inauguration du président Carter, et au moment où M. Mondale arrive à Paris, il est encore bien tôt pour porter un jugement sur les nouvelles orientations de la diplomatie américaine. Le vice-président, au cours de sa tournée en Europe, a été, jusqu'à présent, aussi discret sur les intentions de son administration que gêné dans l'expression de ses bonnes intentions : il ne fallait pas d'ailleurs attendre de lui beaucoup plus à ce stade. Tout au plus son insistance sur les questions de la prolifération nucléaire confirme-t-elle les engagements très nets pris à cet égard par le nouveau président durant sa campagne, et le tour plus « moral » qu'il entend donner à son action.

Pourtant, dans un domaine qui découle directement de cette orientation, celui de la protection des droits de l'homme, le nouveau gouvernement américain a déjà, en une semaine, accompli deux gestes significatifs. Les avertissements publics et officiels que le département d'Etat a adressés coup sur coup cette semaine, d'une part, à la Tchécoslovaquie, pour la répression qui frappe les signataires de la Charte 77, d'autre part, à l'Union soviétique pour ce qui n'est encore qu'une menace de représailles contre l'académicien Sakharov, marquent un net changement par rapport à l'attitude observée jusqu'à présent par MM. Nixon, Ford et Kissinger. Certes, l'ancien secrétaire d'Etat s'est toujours défendu d'être indifférent à ces problèmes, mais il estimait et faisait passer toute dénonciation publique et officielle de mesures relevant des affaires intérieures d'un pays, préférant, disait-il, l'action diplomatique discrète.

Il est vrai que le nouveau chef du département d'Etat se garde bien d'accompagner ses avertissements de menaces concrètes. L'acte final d'Helsinki n'est mentionné que dans celui qui vise la Tchécoslovaquie, et il n'est question ni dans l'un ni dans l'autre de ces déclarations de la conférence de Helsinki qui ne font que réitérer, dans quelques mois, de deux années de « détente » européenne officielle. Pourtant, ces gestes ne peuvent pas rester sans effet sur les relations soviéto-américaines. Les dirigeants du Kremlin vont sans doute se fâcher devant ce qui doit leur paraître une « grossière ingérence » dans leurs affaires intérieures. Mais ils doivent bien aussi constater que les concessions faites à Helsinki, dans ce que l'on appelle alors la « troisième corbeille », pour faire aboutir un projet de conférence qui avait été leur principal cheval de bataille pendant près de dix ans, les ont entraînés un peu plus loin qu'ils ne le pensaient. L'acte final de 1975 a galvanisé la contestation dans les pays de l'Est, entraînant du même coup les gouvernements occidentaux, durement critiqués pour leur « mollesse » par les dissidents émigrés à l'Ouest, à durcir le ton.

Le président américain trouvera évidemment bien d'autres occasions de distribuer des blâmes de ce genre un peu partout dans le monde. Les universités à l'étranger, dans deux autres régions, des changements pourraient en découler pour la politique américaine : l'Amérique latine, où Washington exerce, c'est le moins qu'on puisse dire, une responsabilité infiniment plus grande qu'à l'égard de ce qui se passe à Moscou et où le général Pinochet, déjà, manifeste quelques nervosité; la Corée du Sud, ensuite, où les méthodes du président Park « valent » été sévèrement prises à partie pendant la campagne électorale, et où une réduction de la présence militaire américaine est envisagée.

La diplomatie des droits de l'homme doit également s'appliquer dans la sphère d'influence des Etats-Unis.

Le vice-président Mondale étudie avec M. Giscard d'Estaing le projet de « sommet » des pays industrialisés

M. Giscard d'Estaing inaugure, ce vendredi 28 janvier après-midi, à Strasbourg, le nouveau palais du Conseil de l'Europe. A cette occasion, il prononce un discours qui est annoncé comme une « profession de foi européenne » et qui est télévisé par TF 1.

Le président du Parlement israélien a décliné une invitation qui lui avait été faite d'assister à cette inauguration, en raison de la libération d'Abou Daoud par la France. Les parlementaires communistes français du Conseil de l'Europe n'assisteront pas non plus à la cérémonie, ne voulant pas prendre part, ont-ils dit, « aux manifestations d'apparat de M. Giscard d'Estaing ».

Le président de la République s'entretiendra samedi, avant et pendant le déjeuner, avec le nouveau vice-président des Etats-Unis, qui arrive à Paris au début de l'après-midi. Le projet de rencontre « au sommet » des pays industrialisés (Etats-Unis, Europe occidentale, Japon), ainsi que le problème de la prolifération nucléaire devaient notamment être évoqués au cours des entretiens.

M. Walter Mondale a été reçu jeudi midi à Rome par le pape Paul VI. Il a rencontré dans l'après-midi à Londres le premier ministre britannique, M. Callaghan, et les principaux membres « économiques » de son gouvernement. Ce vendredi après-midi, il rencontre M. Van Lennep, secrétaire général de l'O.C.D.E. Il quittera Paris samedi soir pour Tokyo.

L'Europe et les relations avec les Etats-Unis seront au centre des activités de M. Giscard d'Estaing, qui consacre cette fin de semaine à la diplomatie.

■ L'EUROPE : En inaugurant à Strasbourg ce vendredi après-midi 28 janvier le nouveau palais du Conseil de l'Europe, le président de la République prononcera un discours considéré à l'Elysée comme une « profession de foi très importante ». Il semble que M. Giscard d'Estaing affirmera surtout sa conviction que l'avenir de la France est lié à la construction de l'Europe (il répondra ainsi aux adversaires de l'élection au Parlement européen au suffrage direct) et qu'il en fera pas de propositions précises.

Vendredi cependant l'Elysée a rendu publique une lettre adres-

MAURICE DELARUE.
(Lire la suite page 4.)

Les sites des centrales nucléaires

Un procédé de refroidissement sans eau ouvre la voie à une révolution écologique

L'Electricité de France justifie le choix des sites des centrales nucléaires qu'elle veut construire par la nécessité de disposer d'importantes quantités d'eau. Ainsi, les réacteurs électro-nucléaires sont-ils installés au bord de la mer, ou sur le bord des rivières.

Y a-t-il une alternative à cette politique ? Une étude réalisée en 1975 par le ministère de la Qualité de la vie semble le confirmer. Un nouveau procédé de refroidissement permettrait, selon cette étude, de se dégager presque totalement de cette « contrainte eau » à un prix de revient plus compétitif, et de choisir plus judicieusement les sites. Cette étude, qui n'a pas encore été rendue publique, montre une nouvelle fois que tout n'est pas dit en matière nucléaire. Elle devrait fournir des arguments aux associations de défense de la nature, soucieuses, en particulier, dans le cadre des enquêtes d'utilité publique, d'opposer à E.D.F. des solutions de rechange crédibles.

« Les centrales nucléaires ont besoin d'eau. » Comme toutes les centrales thermiques, elles ne transfèrent en électricité que le tiers environ de l'énergie produite. Jusqu'à présent, les techniques adoptées par l'E.D.F. pour évacuer le surplus de chaleur, tout en assurant un refroidissement correct de l'installation, sont de deux types pour les installations électronucléaires.

Il peut s'agir d'une réfrigération en circuit ouvert : l'eau captée dans la mer ou dans une rivière passe dans le système de refroidissement, où elle s'échauffe avant d'être rejetée. Les besoins en eau sont alors importants, puisque, pour quatre réacteurs de 900 MW, il est nécessaire de disposer d'environ 150 mètres cubes d'eau par seconde.

La deuxième solution consomme moins d'eau. Elle utilise des aéroréfrigérants, qui peuvent se présenter soit comme de gigantesques batteries de ventilateurs (aéroréfrigérants à tirage forcé), soit comme d'immenses tours dépassant couramment 100 mètres de hauteur (aéroréfrigérants à tirage naturel) : l'eau n'y est plus seulement échauffée, elle est vaporisée. Pour quatre tranches

de 900 MW, la quantité d'eau consommée est d'environ 2,2 mètres cubes par seconde, auxquels il faut ajouter 5 mètres cubes d'eau restitués à la mer ou à la rivière de manière à éviter un encrassement des circuits de refroidissement. Enfin, compte tenu des normes appliquées aux rejets radioactifs, 3,5 mètres cubes d'eau par seconde sont nécessaires pour chaque tranche de 900 à 1 000 MW, afin d'obtenir une dilution correcte des effluents radioactifs. Lorsque l'équipement des berges de la Loire, à Dampierre et à Saint-Laurent-des-Éaux, sera achevé, le débit d'eau utilisée (évaporation plus dilution des sels et des effluents) sera d'un peu plus de 30 mètres cubes par seconde.

Le plan d'installation des centrales nucléaires d'E.D.F. obéit strictement à ce précepte selon lequel « il faut de l'eau pour une centrale » : il conduit à l'installation de réacteurs sur le bord de la mer ou le long des rivières d'importance suffisante, pour éviter un réchauffement excessif des eaux.

XAVIER WEEGER.
(Lire la suite page 30.)

du 29 Janvier au 26 Février

offre spéciale
d'avant-saison

NICOLL

COSTUME SUR MESURES

890 F

PASSE L'HIVER AU

BYBLOS

147 000 04 11 11 235 3

oldes

DERNIERS JOURS

à l'abri du rayon pardessus

Agée avec une rem. de 30%

NICOLL

L'Allemagne des Allemands

par RENÉ DABERNAT

Le durcissement que l'Allemagne orientale manifeste, comme l'ensemble des pays de l'Est, envers les opposants, jette une vive lumière sur l'évolution du problème allemand. Jusqu'à présent, les deux Allemagnes formaient, selon le bloc soviétique et de nombreux membres des Nations unies, non seulement des Etats distincts, mais des nations différentes. Malgré une origine commune, difficile à repérer, parfois même génératrice de fâcheries partagées — essor industriel, records olympiques, — leurs rapports s'organisaient à la manière de ceux qui existent entre des puissances étrangères. Aujourd'hui, au contraire, la situation



Huit ans après "Cent ans de solitude"

le nouveau roman de

GABRIEL GARCIA MARQUEZ

L'automne du Patriarche

AU JOUR LE JOUR

Comme tout le monde, je suis actuellement candidat à la mairie de Paris. Comme tout le monde, je n'ai pas l'intention de m'effacer devant qui que ce soit, sauf pour « raisons graves et impérieuses ».

Plus on est de fous

Il est bien évident que si de telles raisons survenaient, je renoncerais alors à l'hôtel de Ville pour poser ma candidature à l'Elysée.

BERNARD CHAPIUS.

PAGE 8

La « discorde » dans la majorité

« Sombre bilan », par RAYMOND BARRILLON

PAGE 32

« Logement et démocratie du quotidien »

par JACQUES BARROT, secrétaire d'Etat

QUESTIONS A UN MUSICIEN

Les silences de John Cage

« Après moi on fera toujours de la musique... » La musique de la seconde moitié du vingtième siècle aurait existé sans Cage, mais elle n'aurait été qu'une musique de batterie qui émettait clairement des problèmes d'harmonie. Je lui ai téléphoné un jour pour lui dire : « Je viens d'écrire de la musique de batterie », et il a dit : « Ach !... », et le fait est que, pour venir écouter cela, et si l'on répond qu'il était trop occupé à l'époque, mais je peux le faire jouer n'importe quand ! », et il m'a dit : « Je suis toujours occupé ! Et comme ça j'étais seul... »

GÉRARD CONDÉ.

(Lire la suite page 25.)

Le Monde de l'éducation

Numéro de février

- L'intelligentsia
- La presse des enfants

L'EST

En Tchécoslovaquie

Les autorités semblent vouloir expulser les signataires de la Charte 77

notre correspondant en Europe centrale

Les autorités tchécoslovaques ont décidé d'expulser les signataires de la Charte 77. Cette décision a été prise par le gouvernement de Prague, qui considère que ces personnes sont une menace pour la sécurité nationale. Les signataires de la Charte 77 sont des intellectuels et des écrivains qui ont signé une déclaration de principes en 1976, exigeant plus de liberté d'expression et de démocratie en Tchécoslovaquie.

La conférence de Belpat menacée

La conférence de Belpat, prévue pour le 27 janvier, est menacée de ne pas avoir lieu. Les autorités tchécoslovaques ont exprimé leur inquiétude quant à la participation de certains signataires de la Charte 77. Elles craignent que la conférence ne devienne une plateforme pour des discours subversifs et qu'elle ne perturbe l'ordre public.

du 27 janvier
aires devraient
rôles

EUROPE

L'Allemagne des Allemands

(Suite de la première page.)

Parallèlement, le commerce inter-allemand a triplé en onze ans. Sur la base de 100 en 1965, son indice s'est élevé de 179 en 1970 à 229 en 1973, pour atteindre 295 en 1975 et 320 l'an dernier.

La République fédérale, qui a été la première à reconnaître la République démocratique allemande, convaincue de constituer une nation différente, bénéficiant de la reconnaissance mondiale du passage puis de l'Occupation de la République démocratique allemande, convaincue de constituer une nation différente, bénéficiant de la reconnaissance mondiale du passage puis de l'Occupation de la République démocratique allemande.

La constance du Kremlin

Comment oublier, en effet, quand on garde la même langue que le monde germanique du XVIII^e siècle, sinon celui du Saint-Empire issu de la Bulle d'or de 1356, était unifié par la culture alors qu'il se fractionnait encore en comtes, ducs, évêchés et royaumes rivaux ?

Portugal

Nouveaux incidents aux Açores

De notre correspondant

Lisbonne. — Les relations entre le gouvernement portugais et les autorités régionales des Açores se sont dégradées après la décision prise par le conseil des ministres, le 20 janvier, de porter à 330 F le prix de l'essence. Des démonstrations séparatistes ont eu lieu à Ponta-Delgada, la principale ville de l'archipel. Les habitants de la résidence du ministre de la République — personnalité chargée de représenter le gouvernement central — ont été envahis par des manifestants aux cris de « Dehors les Portugais ! Les Açores aux Açoriens ! »

Malgré un communiqué où le ministre de l'Industrie et de la Technologie précisait que le nouveau prix de l'essence serait immédiatement obligatoire dans tout le pays, le gouvernement autonome des Açores a mis cinq jours à l'appliquer dans les îles. Les Açores — comme Madère — jouissent d'un statut autonome consacré par la Constitution. Certains pouvoirs législatifs et exécutifs sont confiés à une Assemblée élue et à un gouvernement régional dont le président est désigné par le représentant du gouvernement de Lisbonne en tenant compte des résultats des élections locales. Les organes de cette région autonome peuvent être dissous par le chef de l'Etat après consultation de l'Assemblée de la République et du Conseil de la révolution.

Les élections aux Açores ont donné la majorité au parti social-démocrate (ex-P.P.D.), qui a été chargé de former un gouvernement homogène. Les accrochages fréquents, au plan national, entre le parti social-démocrate et le parti socialiste, ainsi que l'animosité mal dissimulée que les leaders de ces deux formations entretiennent, se traduisent souvent par des rapports conflictuels entre Lisbonne et Ponta-Delgada.

Le gouvernement régional a, finalement, déploré les incidents et blâmé leurs auteurs. Les termes de communiqué n'ont, cependant, pas donné entière satisfaction à la section locale du P.S., qui a dénoncé le « manque

d'Allemands nouveaux, c'est-à-dire changés, devait, calculatrice, maître de la greffe politique et économique du marxisme. Deux exemples, datant du premier de l'immédiat après-guerre, le second de 1973, témoignent à cet égard de la constance du Kremlin.

Bien avant l'échec définitif d'Hitler, les Soviétiques préparent, dans la zone est-allemande, l'établissement d'une République populaire, qu'accélère la division du Reich consacrée, en 1945, par les accords de Potsdam.

Jusqu'ici, en droit international, l'occupation d'un territoire laissait subsister les structures économiques et sociales, bref la substance du régime intérieur. L'U.R.S.S. modifie cette règle : avec elle ce n'est pas seulement un occupant qui arrive, c'est la révolution. Totalitarisme politique, procès, épuration, réparations, réformes industrielles et agricoles, transferts de population détruisant systématiquement les vestiges de l'ancienne société. Le coupure avec les zones occidentales s'approfondit.

Second exemple : le 27 septembre 1975, la R.D.A. édicte une nouvelle Constitution. Celle-ci ne fait plus référence à la « nation allemande ». Elle souligne, en revanche, le caractère « définitif et irréversible de l'alliance avec l'U.R.S.S. » qu'un nouveau traité R.D.A.-U.R.S.S. illustre le 7 octobre suivant. La parade aux accords d'Helsinki, suspectés de propager des virus politiques occidentaux, semble trouvée. Comme, de surcroît, les divisions de l'armée rouge demeurent stationnées en Allemagne orientale — un soldat soviétique pour quarante-huit habitants — la greffe paraît consolidée. Le gouvernement est-allemand parachève l'opération en affirmant le 31 décembre 1976 que le statut quadripartite de Berlin « n'existe plus ».

Le « petit congrès » du S.P.D. met en évidence un mécontentement général au sein du parti

De notre correspondant

Bonn. — Le parti social-démocrate a réuni les 27 et 28 janvier à Bonn un « petit congrès » comprenant les représentants de ses divers organismes dirigeants. Cette réunion devait être les leçons des élections du 3 octobre et préparer le travail des prochaines années. 1977 est une année sans élections régionales ou

Espagne

M. CAMACHO SE FÉLICITE DE « L'ATTITUDE SENSÉE DE L'ARMÉE »

Madrid (A.F.P., A.P., Reuter). — Le calme semble être revenu en Espagne trois jours après l'assassinat de cinq avocats communistes, dans la nuit du 24 au 25 janvier, et les manifestations qui l'ont suivi, mais la tension persiste. La grève, déclenchée avec un jour de retard en Catalogne, a été largement suivie. Selon les chiffres officiels, plus de la moitié des ouvriers de Barcelone ont cessé le travail, certains pendant quelques heures, d'autres toute la journée.

A Madrid, où la police monte la garde devant les domiciles et les bureaux des principaux dirigeants de l'opposition, M. Marcelino Camacho, secrétaire général des commissions ouvrières, a rendu hommage à « l'attitude sensée de l'armée » et affirmé qu'il fera « tout son possible pour garantir la liberté du pays et éviter son « argentinisation ».

La presse madrilène se félicite jeudi, à la fois des mesures de lutte contre le terrorisme prises par le gouvernement et de l'attitude, souvent qualifiée de « digne et responsable », de l'opposition de gauche.

La presse madrilène se félicite jeudi, à la fois des mesures de lutte contre le terrorisme prises par le gouvernement et de l'attitude, souvent qualifiée de « digne et responsable », de l'opposition de gauche.

En réalité, la greffe n'a pas pris. Le « Nein » de plusieurs écrivains, tels Reiner Kunze et Bern Jentsch, de savants comme le physicien Havemann, de chanteurs de nombreux passeurs exprime un phénomène de rejet. Quand, d'autre part, cent mille citoyens plus obscurs, parmi lesquels l'on relève une majorité de jeunes, veulent quitter le pays au nom des principes d'Helsinki, n'est-ce pas aussi la preuve que les faillies s'élargissent ? Trop d'Occidentaux, c'est vrai, concluent hâtivement que les dissidents souhaitent se rallier au capitalisme. Vue bien courte. Biernmann, installé maintenant en R.F.A., ne rappelle-t-il pas périodiquement qu'il reste communiste ? On approcherait davantage la vérité en disant que la population aspire à un euro-communisme pluraliste. Mais l'Union soviétique s'y oppose.

Or, certains aspects économiques dont Moscou dispose — en plus de ses livraisons — servent de leur valeur. La R.D.A., qui dépend presque exclusivement de l'U.R.S.S. pour le pétrole, le gaz, le coton, les reçoit dorénavant en moindres quantités ou à des prix majorés. Sa production industrielle s'effondre, le déficit externe s'accroît. Bref, l'Allemagne de l'Est ne trouve plus dans le bloc soviétique la solution de ses problèmes, alors que la R.F.A. lui offre l'exemple de la prospérité.

La réunification de l'Allemagne n'est assurément pas pour demain, puisqu'elle dépend par priorité du consentement simultané, tout à fait improbable, de l'U.R.S.S., des Etats-Unis, de la France et de l'Angleterre. Cependant, les facettes bureaucratiques et économiques proprement allemandes présentent d'un poids accru.

RENÉ DABERNAT.

Le S.P.D., ainsi que l'a expliqué M. Brandt, doit en profiter pour s'adapter à une situation nouvelle. Cette situation nouvelle, le président du S.P.D. l'a décrite en une formule : « La majorité est en train de se former, mais elle est grande ». Pendant des années, le S.P.D. a vécu sur l'idée d'une croissance continue de la production et des revenus, rendant possible la poursuite de la politique de « Krisenmanagement » à la Helmut Schmidt. L'euphorie réformatrice du début des années 70 a été remplacée, jour après jour, par une déception croissante. Les fautes des gouvernements sociaux-démocrates.

Tous les courants du S.P.D. sont d'accord pour regretter que la déclaration gouvernementale du chancelier porte trop « la griffe des libéraux ». La tâche de M. Brandt était donc double : d'une part, assurer M. Schmidt de son soutien total ; d'autre part, rassurer les réformistes les plus impatients. « Nous ne sommes pas le parti de simples faiseurs ni le parti de simples futurologues », a-t-il expliqué.

La gauche du parti, qui a conquis des positions importantes au sein du groupe parlementaire, estime le moment venu de lancer un débat sur la programmation économique, le contrôle des investissements privés, la création de commissions tripartites (Etat, syndicat, patronat) chargées de définir une politique d'investissement publique.

M. Brandt s'est bien gardé de reprendre ces suggestions à son compte, mais il a encouragé ses amis à « réfléchir aux tâches du futur ». Le nouveau secrétaire général du parti, M. Egon Bahr, a déclaré : « Nous devons définir des perspectives qui dépassent une législation et formuler une politique indépendante de la forme de la coalition gouvernementale. Nous devons voir que le parti existe depuis cent ans et qu'il vitra longtemps. »

DANIEL VERNET.

ASIE

Chine

Les dirigeants ont mis au point un vaste programme de relance et de « rectification » de l'économie

De notre correspondant

Pékin. — Sans attendre que soient réglés les problèmes de personnel qui se posent à la tête du régime, la direction chinoise a mis au point un vaste programme de relance et de « rectification » de l'économie du pays. Après la conférence nationale sur l'agriculture qui s'est réunie au mois de décembre, la préparation de celle concernant surtout l'industrie est entrée dans sa phase active. Chaque province, chaque région autonome, doit tenir dans le courant du mois de février sa propre réunion de travail préparatoire. Et l'on sait que des conférences ont déjà eu lieu sur des thèmes particuliers : l'industrie houillère à Pékin à la mi-janvier, économie de l'énergie à Canton un peu plus tôt.

La conférence nationale sur l'industrie devrait, selon des informations venues de province, se tenir au mois de mars, c'est-à-dire sensiblement plus tôt que la date du 1^{er} mai, qui avait été fixée officiellement comme date ultime pour sa convocation. Cette hâte laisse penser que les autorités chinoises ont toutes raisons de ne pas perdre un instant.

Cette conférence, comme le rappelle la circulaire qui nous est parvenue, a pour objet, d'abord, d'élaborer un plan quinquennal à long terme, et d'autre part, de discuter les tâches immédiates de l'industrie nationale. Le plan quinquennal, qui sera soumis à l'approbation du Comité central, sera le cadre de référence pour les plans annuels. Le plan quinquennal, qui sera soumis à l'approbation du Comité central, sera le cadre de référence pour les plans annuels.

Le « championnisme »

D'autres ont bien le mot d'ordre : la tâche, mais on ne les voit guère agir. Influencé rémanente de la « bande des quatre » ? C'est ce qu'on a pu suggérer. Quoi qu'il en soit, le mot d'ordre est clair : « En faire beaucoup ou pas, c'est la même chose, bien ou mal ou pas du tout, c'est égal ». Ce que le langage traduit, paraît-il, plus clairement encore par : « Travail ou pas, il y a trois repas par jour ».

Si la responsabilité des dirigeants déclinée dans la persistance ou l'apparition de cette mentalité reste à démontrer, il apparaît en tout cas que la Chine populaire connaît un problème familier à d'autres pays socialistes, et qui n'est autre que celui des stimulants de la production. La campagne contre la « bande des quatre », se développe dans la presse. Ainsi, le Quotidien du peuple consacrait-il, mercredi, toute une page à la critique de l'article publié au mois d'avril 1975 dans le Drapeau rouge par M. Chang Chung-chiao et intitulé « De la dictature intégrale sur le bourgeois ». Contestant que Linbue ait jamais employé lui-même cette expression, l'organe du P.C. chinois rappelle au contraire que le fondateur de la révolution chinoise avait recommandé « maintenir des relations de bon voisinage avec les petits producteurs », vis-à-vis desquels la classe prolétarienne devait entreprendre un travail lent et prudent d'éducation et de réforme. Le recours à ces formules laisse deviner des préoccupations économiques conduisant, pour un temps au moins, à donner résolument au réalisme et à l'efficacité le pas sur la rigueur et la pureté révolutionnaires.

PHILIPPE PONS.

ALAIN JACOB.

AMÉRIQUES

Brésil

Un millier d'intellectuels remettent aux autorités un manifeste contre la censure

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Plus d'un millier d'intellectuels brésiliens ont signé un manifeste contre la censure, le premier du genre depuis l'avènement du régime militaire en 1964 (1). Le manifeste a été remis au ministre de la Justice, à Brasília, le 25 janvier, par quatre personnalités signataires. Les protestataires affirment : « Nous, pour qui la liberté d'expression est essentielle, nous ne pouvons continuer à nous taire. Nous bûlions, cela revient à bâillonner le Brésil lui-même et à le convertir en un pays qui, d'ici peu, n'aura plus grand-chose à dire. (...) Nous refusons de renoncer à notre identité nationale et à notre mémoire. Nous refusons de nous laisser déformer la description de notre réalité. (...) Le destin d'un pays n'est pas seulement tracé par ses dirigeants, il est aussi par le peuple, qui doit être continuellement consulté, et les artistes doivent pouvoir s'exprimer en son nom... »

Après avoir été supprimées des grandes quotidiens et de l'hébdomadaire *Veja*, la censure est encore exercée contre deux hebdomadaires de l'opposition de gauche, *Opinion* et *Movimento* sur l'hébdomadaire de l'architecture de São-Paulo, *O São Paulo*, mesure qui vise directement l'archevêque, le cardinal Paulo Evaristo Arns, l'une des plus fortes personnalités de l'Eglise brésilienne, ainsi que sur deux ou trois autres journaux de moindre importance.

Les programmes de télévision, les films, tous les spectacles sont soumis à censure préalable. Les éditeurs peuvent publier ce qu'ils veulent, mais comme ils risquent la saisie, ils sauto-censurent.

A la fin de l'année dernière, le directeur de la censure, M. Roberto Nunes, a indiqué qu'en 1976 six films avaient été interdits, ainsi que vingt-neuf pièces de théâtre. En outre, soixante-quatre livres ont été saisis. La censure sur les films et les pièces de théâtre, brésiliens ou étrangers, est également pratiquée sous la forme de coupes qui défigurent parfois le sens des œuvres présentées. Faisant le bilan de son action, M. Roberto Nunes avait expliqué pourquoi il avait interdit certains feuilletons télévisés, dont l'audience est énorme au Brésil : « L'annonciateur, avait-il dit, et tout ce qui incite à la dissolution du mariage, ne peuvent apparaître sur la petite écran ». En outre, il proposait des intellectuels qui protestent régulièrement contre la censure. M. Nunes avait dit : « Il y a des malades qui détestent les médecins... »

CHARLES VANHECKE.

DIPLOMATIE

L'INAUGURATION DU NOUVEAU SIÈGE DU CONSEIL DE L'EUROPE PAR M. GISCARD D'ESTAING

UNE INSTITUTION AU ROLE POLITIQUE LIMITE Strasbourg, capitale controversée

LETTRE AUX CHEFS DE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE

Giscard d'Estaing propose d'améliorer le fonctionnement du Conseil européen

Le Conseil européen, qui se réunit à Luxembourg, a été l'objet d'une lettre adressée par M. Giscard d'Estaing aux chefs de gouvernement des Etats membres de la Communauté européenne. Dans cette lettre, le président de la République propose d'améliorer le fonctionnement de cette institution.

Le Conseil de l'Europe, dont M. Giscard d'Estaing inaugure, vendredi 28 janvier à Strasbourg, le nouveau siège, n'a jamais été la grande institution dont les fondateurs et l'opinion attendaient, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, la réalisation progressive des Etats-Unis d'Europe, réclamaient Winston Churchill dans son célèbre appel de Zurich en 1946.

En réalité, les négociations qui aboutirent à l'adoption de son statut, en 1949, révélèrent tout de suite de profondes divergences de vues entre ceux qui, comme les Britanniques, voulaient le limiter à l'élaboration de la coopération intergouvernementale et ceux qui, comme les Belges et les Français, étaient favorables à une assemblée suffisamment représentative pour conférer à l'institution un certain caractère supranational.

Les mêmes divergences opposent toujours les Européens, mais qui ont été résolues, pour partie, par la signature de la Convention européenne des droits de l'homme et de mettre sur pied un système effectif de garanties judiciaires internationales de ces droits.

Alors qu'à Strasbourg l'Europe parlementaire s'installe dans un nouveau palais, le rôle de capitale européenne de la métropole alsacienne n'a jamais été aussi contesté. Avec l'élection du Parlement de la Communauté au suffrage universel direct, il risque de l'être plus encore.

Nul ne met en cause Strasbourg comme siège du Conseil de l'Europe. Les délégués et fonctionnaires de l'organisation européenne la plus ancienne, et qui fut la première à comporter une Assemblée parlementaire, semblent tout à fait satisfaits d'une ville où la qualité de l'environnement, l'animation artistique et le rayonnement culturel supportent aisément la comparaison avec ceux de ses rivaux.

Enfin, l'affaire Nielsen - « décliné » contre Strasbourg une offensive que les derniers événements policiers et judiciaires français ne contribuent pas à apaiser. Le 17 juin 1975, une altercation metait aux prises, dans un bar de la ville, un député socialiste danois, trois de ses compatriotes, et deux fonctionnaires du Parlement, et des policiers qui opéraient des vérifications d'identité à la suite de vols de voitures.

DE DIX A DIX-NEUF MEMBRES

Le Conseil de l'Europe, la plus ancienne organisation politique d'Europe occidentale, a été fondé le 5 mai 1949 à Londres et son siège a été établi à Strasbourg.

Un comité des ministres, composé des dix-neuf ministres des affaires étrangères des Etats membres ou des suppléants désignés pour agir à leur place. Ce comité, qui se réunit en principe deux fois par an, se prononce sur les recommandations qui lui sont adressées par l'Assemblée parlementaire ou des comités d'experts gouvernementaux.

Une Assemblée parlementaire de cent cinquante-quatre membres, répartis en trois groupes pour les pays à faible population, jusqu'à dix-huit pour les pays fortement peuplés. Ces représentants sont nommés ou élus par les Parlements nationaux. L'Assemblée tient trois sessions par an.

Trois commissions parlementaires préparent les travaux de l'Assemblée dont une partie est exécutée par des organismes créés dans ce but, par exemple la Commission européenne des droits de l'homme, la Cour des droits de l'homme, le Centre et le Fonds européen pour la jeunesse, etc.

Le travail quotidien est assuré à Strasbourg par un secrétariat international permanent composé de sept cent cinquante fonctionnaires. Il est dirigé, depuis mai 1974, par M. Georg Kohler-Akermann (allemand) élu au scrutin secret par l'Assemblée sur une liste de candidats présentée par le Comité des ministres.

Le Conseil de l'Europe est composé de deux organes fondamentaux : l'Assemblée parlementaire et le Comité des ministres.

du Liberté à l'Opéra, il faut 12 minutes.

(12 mn de RER. Le temps que vous prenez habituellement pour garer votre voiture)

du studio au 6 pièces

Le Liberté: 776.37.00

sur le parc public de 24 hectares.

Bureau de ventes sur place: 20-22 av. Salvador Allende à Nanterre. Ouvert tous les jours de 11 h à 19 h. Fermé mardi.

Pour votre DEMENAGEMENT

208 10-30 ODOUL

A. MORRISON, D. MCINTYRE

Psychologie sociale de l'enseignement

Tome 1: Etude des comportements enseignants et problèmes de formation 49 F

Tome 2: L'enseignant en situation: relation pédagogique et communications 49 F

Collection "Sciences de l'éducation", dunod

Daniel HAMELINE
Marie-Joelle DARDELIN

LA LIBERTÉ D'APPRENDRE

SITUATION II

Un plaidoyer pour une pédagogie du potentiel personnel et un constat d'échec pour la méthode non directive.

Un volume 50 F

LES ÉDITIONS OUVRIÈRES
12, avenue Sœur-Rosalie, 75621 PARIS CEDEX 13.

Enfin, un centre de relaxation pour hommes.

Pas comme les autres.

Vous faites partie d'une nouvelle race d'hommes conscients que pour penser, décider, agir efficacement, il ne suffit plus de paraître en forme. Il faut l'être.

Se reposer? pas question. S'évader au loin quelques jours? pas davantage. Faire de la gymnastique en chambre? cela ne vaut pas une bonne partie de tennis ou de golf. Alors?

XALARUM vient d'ouvrir. Pour vous. A deux pas de l'Alma (parking facile). Dès l'entrée, vous êtes surpris par le calme de l'accueil, le raffinement du cadre, l'éclat du décor, la douceur de l'ambiance. Déjà, vous vous sentez mieux, allégé, détendu.

Au somma, votre organisme se libère de ses toxines. Sous les doigts experts du masseur ou de la masseuse diplômée, votre colonne vertébrale, vos articulations, vos muscles commencent à revivre. Dans le bain d'algues, fatigue et impuretés quittent votre corps. Une douche au jet, fraîche et tonique vous rend votre énergie.

Enfin, la relaxation en atmosphère ionisée vous apporte ce bien-être total du corps et de l'esprit que vous n'aviez pas éprouvé depuis longtemps. Vous pouvez aussi, si vous le souhaitez, profiter du salon de coiffure, d'une séance manucure ou pédicure, de soins du visage.

Dans un jardin naturel, le bar délectable vous propose thé, café, jus de fruits et collation légère.

Maintenant vous pouvez vous quitter. Prêt à vaincre. Parfaitement en forme!



XALARUM
CENTRE DE RELAXATION

Direction: Brigitte Balhi
6, av. Marceau - Paris 8^e (près Alma)
Tél. 720.49.23/26.23/68.30
De 10 à 21 heures (sauf dimanche).

du Liberté à l'Etoile, il faut 7 minutes.

(7 mn de RER, c'est beaucoup moins que votre périple quotidien)

du studio au 6 pièces

Le Liberté: 776.37.00

sur le parc public de 24 hectares

Bureau de ventes sur place: 20-22 av. Salvador Allende à Nanterre. Ouvert tous les jours de 11 h à 19 h. Fermé mardi.



RESIDENCE BEAU MENIL

ASNIERES

308, avenue d'Argenteuil

VASTES APPARTEMENTS

Studios et 4 pièces, parkings souterrains

De 2900 F à 3500 F le m² (valeurs Janvier 77)

PRIX FERMES ET DEFINITIFS à la réservation

LIVRAISONS IMMEDIATES

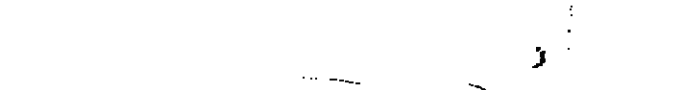
renseignements Bureau de vente

Appartement témoin SUR PLACE

du lundi au vendredi de 13 h 30 à 19 heures

samedi et dimanche de 14 h à 19 heures.

TEL.: 790.26.98



SEMICLE
Société d'Économie Mixte pour la Construction de Logements et d'Équipements
S. A. au Capital de 100 millions
7565176

PROCHE-ORIENT

LES SCANDALES FINANCIERS EN ISRAËL

Le baron Edmond de Rothschild précise que sa société n'est pas impliquée dans le financement de partis politiques

De notre correspondant

Jérusalem. — La sensation provoquée par la publication du rapport du contributeur de l'Etat sur la gestion de la société financière Israël Corporation Limited, et surtout les déclarations fracassantes de son président, le baron Edmond de Rothschild, est encore très vive ce vendredi 28 janvier (le Monde du 28 janvier).

Des titres importants lui sont consacrés à la une de tous les quotidiens, à l'exception, toutefois, de l'organe du parti national religieux Hapoel, qui n'en fait état qu'assez brièvement dans ses pages intérieures. L'éditorialiste du Hapoel espère que toute la lumière sera faite sur les irrégularités signalées dans le rapport, et exprime le vœu que le baron de Rothschild y contribue en « mettant à exécution sa menace de révéler les fautes qui mettront en difficulté de nombreux organismes israéliens ».

Dans les milieux parlementaires, l'affaire a déjà suscité la convocation, lundi prochain, de la commission de contrôle de l'Etat, et un député de l'opposition de droite a demandé son inscription en réunion plénière.

L'Israël Corporation est l'un des nombreux organismes d'aide économique à Israël fondés au lendemain de la guerre de 1947, après la première rencontre, à Jérusalem, d'hommes d'affaires juifs de plusieurs pays, rencontre appelée « la conférence des milliardaires ». M. Edmond de Rothschild, qui préside le conseil d'administration de l'Israël Corporation depuis sa fondation, est arrivé à Tel-Aviv dans la soirée du jeudi 27 janvier; il a affirmé aux journalistes que son voyage n'était pas dû à la publication du rapport, mais à une réunion prévue depuis longtemps de son conseil d'administration.

Le baron de Rothschild nous a demandé de rectifier certaines informations contenues dans l'article que nous avons consacré à l'affaire dans le Monde du 28 janvier, en précisant notamment que, dans sa déclaration au correspondant à Paris de la radio israélienne, il n'avait fait aucun rapprochement entre sa société et le financement de partis politiques israéliens. L'Israël Corporation, a-t-il dit, n'a rien à voir avec tout cela. Cependant, si, à trois semaines, un intermédiaire s'est présenté à l'occasion de la société, et a laissé entendre que, si la société contre M. Tibor Rosenbaum était retirée, des personnalités influentes empêcheraient la publication du rapport Nebezahl, je n'ai pas la possibilité de savoir si cette démarche

était fondée sur quelque chose de sérieux.

M. de Rothschild s'étonne que le rapport ait été publié deux ans et demi après la découverte du scandale, et que le contributeur de l'Etat n'ait pas cru nécessaire de vérifier la gestion de l'Israël Corporation avant l'effondrement de la banque genoise de M. Tibor Rosenbaum, qui a entraîné la découverte des escroqueries du directeur général, M. Mikhaël Tsour, condamné pour cela, en 1975, à quinze ans de prison.

M. de Rothschild dément avoir engagé le titre de conseiller personnel pour l'une de ses sociétés, M. Mikhaël Tsour, contre le paiement forfaitaire de la somme de 125 000 dollars, payable en Suisse et non en Israël, « afin d'éviter les préjudices fiscaux ».

Comme l'indique le rapport Nebezahl, il fut bien élu sollicité par Tsour, dit-il, mais jamais exigé qu'il obtienne auparavant une autorisation spéciale de l'administration israélienne des finances, et cela ne lui a pas été possible.

« Je tiens à préciser, nous a encore déclaré le baron de Rothschild, que lorsque le scandale Tsour-Rosenbaum a éclaté, mon conseil d'administration a immédiatement demandé leur démission et m'a chargé de porter plainte pour escroquerie devant les tribunaux israéliens pour Tsour, et hébraïquement pour Rosenbaum. Alors que le premier a été jugé et condamné, le second a été libéré sous caution. La banque de M. Rosenbaum, la Banque internationale de crédit, a été mise sous séquestre, et une commission d'enquête a été désignée par la justice suisse afin de terminer les affaires de la banque et de leur donner la cause véritable de leur disparition. Cette commission doit déposer son rapport à la fin du mois de février de cette année. »

ANDRÉ SCENAMA.

Les contacts israélo-palestiniens se poursuivent à Paris

Une nouvelle rencontre a eu lieu ces derniers jours à Paris, comme prévu (le Monde du 11 janvier) entre l'un des dirigeants du conseil israélien pour la paix israélo-palestinienne, M. Arieh Eliaz, ancien secrétaire général du parti travailliste, et une personnalité de l'O.L.P. venue de Damas à Paris.

Dans le camp adverse, le « Front du refus » a multiplié ses attaques contre les pourparlers de Paris. Un article paru dans Al Hadda, l'organe du front populaire du docteur Habbache, les qualifie de « trahison ».

L'organe de la Salika a également dénoncé les contacts israélo-palestiniens. Selon des milieux bien informés, les Syriens s'opposent à ces pourparlers, car ils souhaitent que l'avenir de la Cisjordanie soit négocié avec leur allié, le roi Hussein.

On ignore encore la date de la prochaine rencontre israélo-palestinienne, mais on estime qu'elle aura lieu avant la réunion du conseil national de l'O.L.P., prévue pour la fin février.

On apprend encore, de source digne de foi, que le courant modéré au sein de l'O.L.P. tentera d'amener quelques paragraphes de la charte palestinienne, et suggère notamment de préciser que « l'Etat démocratique multi-ethnique » ne sera créé « qu'après l'accord des deux peuples ». Les interlocuteurs israéliens ont suggéré à leurs partenaires palestiniens d'élaborer une nouvelle charte répondant à la nouvelle réalité, ce qui ne manquera pas d'impressionner l'opinion israélienne. Déjà, un israélien sur trois est favorable à des contacts avec l'O.L.P. Cette proportion est la plus forte jamais enregistrée.

AMNON KAPELIOUK.

Jérusalem souhaiterait le retrait des forces syriennes du Sud-Liban après le désarmement des Palestiniens

De notre correspondant

Jérusalem. — La presse israélienne de ce vendredi 28 janvier paraît, dans son ensemble, juger malençoliquement les mouvements des forces syriennes dans le sud du Liban.

Les commentateurs affirment tous que l'on s'attend à un règlement par la voie diplomatique de la crise provoquée par l'avance syrienne.

Jeudi, M. Rabin a réuni en consultation les ministres de la défense et des affaires étrangères, ainsi que le commandant en chef des armées et le général commandant le deuxième bureau.

Un communiqué laconique a seulement indiqué que cette réunion avait consacré les conclusions d'un accord conclu entre les représentants du commandement israélien et ceux de l'association de Mahmoud Saleh et de l'affaire Abou Daoud.

Le général commandant le deuxième bureau, M. Gasi, s'est fait l'écho, et il a été soutenu fermement par le ministre des affaires étrangères, M. Allon. Dans une interview accordée au quotidien Al Hachishar, M. Gasi, qui se

trouve actuellement à Jérusalem pour des consultations, a déclaré que le fait que Paris serve de lieu de rencontre est exploité par le gouvernement israélien pour justifier sa politique au Proche-Orient.

Dans le camp adverse, le « Front du refus » a multiplié ses attaques contre les pourparlers de Paris. Un article paru dans Al Hadda, l'organe du front populaire du docteur Habbache, les qualifie de « trahison ».

L'organe de la Salika a également dénoncé les contacts israélo-palestiniens. Selon des milieux bien informés, les Syriens s'opposent à ces pourparlers, car ils souhaitent que l'avenir de la Cisjordanie soit négocié avec leur allié, le roi Hussein.

On ignore encore la date de la prochaine rencontre israélo-palestinienne, mais on estime qu'elle aura lieu avant la réunion du conseil national de l'O.L.P., prévue pour la fin février.

On apprend encore, de source digne de foi, que le courant modéré au sein de l'O.L.P. tentera d'amener quelques paragraphes de la charte palestinienne, et suggère notamment de préciser que « l'Etat démocratique multi-ethnique » ne sera créé « qu'après l'accord des deux peuples ».

Les interlocuteurs israéliens ont suggéré à leurs partenaires palestiniens d'élaborer une nouvelle charte répondant à la nouvelle réalité, ce qui ne manquera pas d'impressionner l'opinion israélienne.

AFRIQUE

LA CRISE DANS LE SUD DU CONTINENT

Le comité de libération de l'O.U.A. pourrait recommander la création d'une force de dissuasion panafricaine

Tous les suris et les exemptions de service dont bénéficiaient les Rhodésiens âgés de vingt-cinq à trente-huit ans ont été annulés, a annoncé, jeudi 27 janvier, à Salisbury, M. Cowper, ministre de la défense. Les réservistes devront désormais effectuer deux périodes, de quarante-deux jours chacune, durant les trois mois pendant lesquels ils seront mobilisables. Trente-trois personnes ont été tuées, dans les zones de guérilla, mercredi et jeudi. A Londres, M. Rowlands, secrétaire au Foreign Office, a déclaré, jeudi, que « les Rhodésiens ne doivent pas entretenir l'illusion que, si les choses se gâtent, les Etats-Unis ou une quelconque autre puissance occidentale courront à leur aide au dernier moment ».

De notre correspondant

Nairobi. — La vingt-huitième session du comité de libération de l'O.U.A. qui s'est ouverte, ce vendredi 28 janvier, à Lusaka (Zambie), fait face à deux questions délicates sur le conflit rhodésien. Le 9 janvier dernier, les cinq Etats africains dits « de première ligne » ont offert l'« exclusivité de leur appui au Front patriotique de M.M. Mugabe et Nkomo, ignorant ainsi l'« United African National Council (U.A.N.C.) », de l'évêque Muzorewa ainsi que le pasteur Sibhio. Le comité de libération de l'O.U.A. va-t-il le suivre sur cette voie ?

Il doit se prononcer sur la constitution d'une force de dissuasion panafricaine, qu'on se désole de voir les incursions des armées rhodésiennes ou sud-africaines dans les Etats africains limitrophes, idées que le secrétaire général de l'O.U.A., M. Eteki Mboumoua, a relancé, jeudi, dans la capitale zambienne.

Le comité de libération de l'O.U.A. pourrait décider de s'en tenir à la formule adoptée l'an dernier, par la seule reconnaissance de la ZIPA (armée du peuple de la Zambabwe), mais, dans l'impasse actuelle des négociations, il peut se sentir fondé à soutenir d'une façon ou d'une autre le Front patriotique, qui s'est constitué dans l'intervalle; ce dernier bénéficie de l'appui « total » du Club des cinq (Angleterre, France, Chine, Inde, Etats-Unis), et demeure le seul à pouvoir se réclamer de partisans armés et, notamment, à coordonner son action politique et diplomatique avec les actions militaires de la ZIPA.

Evacuée à deux reprises, depuis le début de l'année, par le secrétaire général de l'O.U.A., la formation d'une force panafricaine pour contraindre le régime rhodésien à la négociation, a été l'un des thèmes saillants de la session. M. Eteki Mboumoua, président du comité de libération, a exercé un contrôle qui lui échappe en ce moment. Mais, si cette idée peut recueillir une majorité parmi les dix-sept Etats qui forment le comité de libération, elle se heurterait fatalement à une opposition plus sérieuse lors du prochain conseil des ministres de l'O.U.A., lequel doit se réunir fin février à Lagos (Nigeria). Le comité de libération, chargé de canaliser les forces destinées aux mouvements de libération, n'est que des recommandations soumises aux ministres.

Ethiopie

LA SITUATION PARAIT SE DÉGRADER RAPIDEMENT

Addis-Abeba (A.F.P., Reuters). — La police et l'armée ont entrepris, jeudi 27 janvier, de faire disparaître les forces armées du peuple éthiopien (FERP) apparues, en grand nombre, la nuit précédente dans les rues de la capitale. Certains soldats, penchés sur la chaussée, réclamaient la formation immédiate d'un « gouvernement provisoire populaire ». D'autres appelaient à une « alliance des masses opprimées pour évincer les fascistes de l'O.D.E. » (Union démocratique éthiopienne, groupe d'opposition de droite ayant son siège à Londres), et dénonçaient les « Fidaistes » (terme qui désigne les partisans de M. Haile Selassie, l'un des conseillers civils les plus écoutés du comité militaire provisoire ou « Derg »).

Le FERP, mouvement marxiste clandestin, fait l'objet depuis de nombreux mois d'une violente campagne de dénigrement de la part des autorités éthiopiennes. (Des informations recueillies à Paris font état d'une aggravation très sérieuse de la situation en Ethiopie. Des combats violents ont repris, semble-t-il, en Erythrée, et les fronts de libération s'apprêtent à proclamer l'indépendance de cette province et son adhésion à la Ligne arabe. Dans le Bessene (région de Gondar), l'Union démocratique éthiopienne (UDU), dirigée par des émigrés réfugiés à Londres, a lancé sous une série d'actions armées et aurait réussi à prendre le contrôle d'une ville.)

Quant à nous, nos informations nous permettent aujourd'hui de dresser une liste minimale d'incarcérés.

Cette liste, jointe à la lettre de M. Moutoudou, comporte cent dix noms.

UNEK, c'est M. Many Amougou, résident universitaire d'Antony, G-102, 98160 Antony.)

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS

TOULOUSE : M. Savary d'union de gauche

Toulouse. — M. Alain Savary, député socialiste de la Haute-Garonne, président du conseil régional d'Occitanie, et chef de file de la liste d'union de la gauche, a fait connaître, vendredi 28 janvier, les noms des vingt-deux candidats socialistes, dix-huit communistes et cinq du Mouvement populaire de gauche aux élections municipales.

Dans la première quinzaine de février 1977, le P.S. qui avait, depuis 1975, désigné comme chef de file M. Savary, comme chef de file, a désigné les trois secteurs de la gauche : communistes et radicaux de gauche ont été rattachés au P.S. et les radicaux de gauche ont été rattachés au P.C.F. Comme le futur conseil municipal de Toulouse comptera quarante-neuf sièges, les communistes ont consenti à une démission de leurs candidats.

La réorganisation de la cité en dix-neuf secteurs a taillé le nombre des candidats de la gauche en dix-neuf. M. Pierre Savary, maire sortant et député de la Haute-Garonne, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal. M. Jean Baudouin, président de la liste, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal. M. Jean Baudouin, président de la liste, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal.

La réorganisation de la cité en dix-neuf secteurs a taillé le nombre des candidats de la gauche en dix-neuf. M. Pierre Savary, maire sortant et député de la Haute-Garonne, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal. M. Jean Baudouin, président de la liste, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal.

La réorganisation de la cité en dix-neuf secteurs a taillé le nombre des candidats de la gauche en dix-neuf. M. Pierre Savary, maire sortant et député de la Haute-Garonne, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal. M. Jean Baudouin, président de la liste, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal.

La réorganisation de la cité en dix-neuf secteurs a taillé le nombre des candidats de la gauche en dix-neuf. M. Pierre Savary, maire sortant et député de la Haute-Garonne, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal. M. Jean Baudouin, président de la liste, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal.

La réorganisation de la cité en dix-neuf secteurs a taillé le nombre des candidats de la gauche en dix-neuf. M. Pierre Savary, maire sortant et député de la Haute-Garonne, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal. M. Jean Baudouin, président de la liste, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal.

La réorganisation de la cité en dix-neuf secteurs a taillé le nombre des candidats de la gauche en dix-neuf. M. Pierre Savary, maire sortant et député de la Haute-Garonne, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal. M. Jean Baudouin, président de la liste, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal.

La réorganisation de la cité en dix-neuf secteurs a taillé le nombre des candidats de la gauche en dix-neuf. M. Pierre Savary, maire sortant et député de la Haute-Garonne, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal. M. Jean Baudouin, président de la liste, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal.

La réorganisation de la cité en dix-neuf secteurs a taillé le nombre des candidats de la gauche en dix-neuf. M. Pierre Savary, maire sortant et député de la Haute-Garonne, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal. M. Jean Baudouin, président de la liste, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal.

La réorganisation de la cité en dix-neuf secteurs a taillé le nombre des candidats de la gauche en dix-neuf. M. Pierre Savary, maire sortant et député de la Haute-Garonne, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal. M. Jean Baudouin, président de la liste, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal.

La réorganisation de la cité en dix-neuf secteurs a taillé le nombre des candidats de la gauche en dix-neuf. M. Pierre Savary, maire sortant et député de la Haute-Garonne, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal. M. Jean Baudouin, président de la liste, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal.

La réorganisation de la cité en dix-neuf secteurs a taillé le nombre des candidats de la gauche en dix-neuf. M. Pierre Savary, maire sortant et député de la Haute-Garonne, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal. M. Jean Baudouin, président de la liste, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal.

La réorganisation de la cité en dix-neuf secteurs a taillé le nombre des candidats de la gauche en dix-neuf. M. Pierre Savary, maire sortant et député de la Haute-Garonne, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal. M. Jean Baudouin, président de la liste, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal.

La réorganisation de la cité en dix-neuf secteurs a taillé le nombre des candidats de la gauche en dix-neuf. M. Pierre Savary, maire sortant et député de la Haute-Garonne, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal. M. Jean Baudouin, président de la liste, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal.

La réorganisation de la cité en dix-neuf secteurs a taillé le nombre des candidats de la gauche en dix-neuf. M. Pierre Savary, maire sortant et député de la Haute-Garonne, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal. M. Jean Baudouin, président de la liste, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal.

La réorganisation de la cité en dix-neuf secteurs a taillé le nombre des candidats de la gauche en dix-neuf. M. Pierre Savary, maire sortant et député de la Haute-Garonne, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal. M. Jean Baudouin, président de la liste, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal.

La réorganisation de la cité en dix-neuf secteurs a taillé le nombre des candidats de la gauche en dix-neuf. M. Pierre Savary, maire sortant et député de la Haute-Garonne, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal. M. Jean Baudouin, président de la liste, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal.

La réorganisation de la cité en dix-neuf secteurs a taillé le nombre des candidats de la gauche en dix-neuf. M. Pierre Savary, maire sortant et député de la Haute-Garonne, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal. M. Jean Baudouin, président de la liste, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal.

La réorganisation de la cité en dix-neuf secteurs a taillé le nombre des candidats de la gauche en dix-neuf. M. Pierre Savary, maire sortant et député de la Haute-Garonne, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal. M. Jean Baudouin, président de la liste, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal.

La réorganisation de la cité en dix-neuf secteurs a taillé le nombre des candidats de la gauche en dix-neuf. M. Pierre Savary, maire sortant et député de la Haute-Garonne, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal. M. Jean Baudouin, président de la liste, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal.

La réorganisation de la cité en dix-neuf secteurs a taillé le nombre des candidats de la gauche en dix-neuf. M. Pierre Savary, maire sortant et député de la Haute-Garonne, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal. M. Jean Baudouin, président de la liste, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal.

La réorganisation de la cité en dix-neuf secteurs a taillé le nombre des candidats de la gauche en dix-neuf. M. Pierre Savary, maire sortant et député de la Haute-Garonne, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal. M. Jean Baudouin, président de la liste, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal.

La réorganisation de la cité en dix-neuf secteurs a taillé le nombre des candidats de la gauche en dix-neuf. M. Pierre Savary, maire sortant et député de la Haute-Garonne, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal. M. Jean Baudouin, président de la liste, a été élu conseiller municipal et secrétaire général municipal.

RIQUE

SE DANS LE SUD DU CONTINENT

la libération de l'O.U.A. pour la création d'une force de dissuasion panafricaine

La libération de l'O.U.A. pour la création d'une force de dissuasion panafricaine

De notre correspondant

DISSOLUTION DE L'OFFICE RHODÉSIEN D'INFORMATION A PARIS

CORRESPONDANCE

Une mise au point de l'Union nationale des étudiants du Canada

thiopie

YEMEN

YEMEN

YEMEN

YEMEN

YEMEN

YEMEN

YEMEN

YEMEN

YEMEN

YEMEN

YEMEN

YEMEN

YEMEN

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

TOULOUSE : M. Savary conduira la liste d'union de la gauche

De notre correspondant régional

TOULOUSE. — M. Alain Savary, député socialiste de la Haute-Garonne, président du conseil régional Midi-Pyrénées, compagne de la libération et chef de file de la liste d'union de la gauche, a fait connaître, vendredi 28 janvier, les noms des vingt-six candidats socialistes, dix-huit communistes et cinq du Mouvement des radicaux de gauche aux élections municipales.

FINISTÈRE

LOIRE

HAUTES-PYRÉNÉES

TARBES. — La liste d'union de la gauche sera conduite par M. Paul Chastelain, secrétaire de la fédération départementale du parti communiste, conseiller régional et conseiller général du canton de Tarbes-3. — (Corresp.)

TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS

CAPELOU

LÉO PALACIO.

VERSAILLES : M. Destremann

entire en lice.

M. Bernard Destremann, député républicain indépendant, ancien secrétaire d'Etat, nous a confirmé, vendredi 28 janvier, son intention de se présenter. La composition de la liste conduite par M. André Damien (C.D.S.) (le Monde du 27 janvier) lui paraît trop restrictive. M. Destremann constate que ce n'est pas une liste d'union de la majorité puisqu'elle ne comprend ni le sénateur (M. André Migonot, maître sortant, C.N.I.), ni le député républicain indépendant (en l'occurrence M. Destremann), ni l'adjoint au maire républicain indépendant. M. Destremann ajoute : « En réalité, le terme majorité ne doit pas être utilisé à propos des élections municipales, par définition politiques. Ce qui intéresse les Versallais, ce ne sont pas les dosages entre les partis, mais les projets concernant le futur et le rattachement de leur ville. Des débats de liste ont été publiés sans aucun programme. La parution d'une liste définitive, véritablement représentative de toutes les composantes sociologiques ne peut que suivre une consultation actualisée des Versallais sur leurs préoccupations. C'est à cette tâche prioritaire que je me consacre. »

VENTE SPECIALE de TAPIS AVANT INVENTAIRE de remise de 20% sur tous les tapis

CHOIX EXCEPTIONNEL DE TAPIS EN STOCK sur 3 étages

GRANDE MAISON DU TAPIS

59, av. du Général Leclerc Paris 14^e M° Alésia

10 dernières grandes journées

SOLDES

FOURRURES DU NORD

QUE DES AFFAIRES EXTRAORDINAIRES!

100, Av. Paul Doumer PARIS 10^e

PRES GARE du NORD

115, 117, 119, rue La Fayette PARIS 16^e

ANGLE RUE de la POMPE

MAGASINS OUVERTS TOUS LES JOURS DE 9H A 19H30 SANS INTERRUPTION, SAUF LE DIMANCHE

CELIBATAIRES, SAUTERIEZ-VOUS DANS UN TRAIN AU HASARD?

Non, bien sûr! Alors pourquoi laisser le hasard décider seul de votre avenir amoureux?

Imaginez un choix encore plus libre, des possibilités de rencontres illimitées mais composées de partenaires dont le caractère et la sexualité seront complémentaires des vôtres!

Imaginez le plaisir de la recherche, le charme des rencontres, et enfin la découverte de l'autre.

Imaginez... non! n' imaginez

ION INTERNATIONAL

PARIS - BRUXELLES - GENÈVE - MONTRÉAL

Pour une 1^{re} rencontre sous 15 jours, envoyez-moi gratuitement votre documentation en couleurs, sous pli neutre et cacheté:

M. Mme Melle _____ Prénom _____ Age _____

Adresse : _____

ION FRANCE (MOS) 54, rue Saint-Lazare, 75003 PARIS - Tél. 528.70.55 + ION RHONE-ALPES (MOS) 25, avenue Rockefeller - 69003 LYON - Tél. 54.25.44 - et 58, cours Berliet - 38000 GRENOBLE - Tél. 44.19.51 ION BELGIQUE (MOS) 105, rue du Marché-aux-Herbes, 1000 BRUXELLES - Tél. 511.74.30 ION SUISSE (MOS) 75, rue de Lyon - 1203 GENÈVE - Tél. 022.45.72.50

POLITIQUE

élections municipales

M. JACQUES CHIRAC A LA MAIRIE DE PARIS

Libres opinions
Leurs raisons

par CLAUDE BOURDET (*)

La première raison de la candidature de M. Jacques Chirac à la mairie de Paris est personnelle et évidente. Tout le personnage respire l'ambition et la brutalité; l'expression à la mode, « jeune loup », est trop faible pour le décrire. Quand il a quitté le gouvernement, chacun a compris et écrit que ce n'était plus le gouvernement qu'il visait, mais la magistrature suprême. Normalement, il lui est impossible d'y prétendre avant 1981, et, d'ici là, la gauche peut avoir gagné la législature. Il lui faut donc éliminer M. Valéry Giscard d'Estaing avant terme, pour cela le désabaisser, le faire disparaître par un procédé ou un autre. Connaissant M. Jacques Chirac, on peut penser que tous les moyens seront bons. Il n'y a aucune raison pour que la mairie de Paris soit le marchepied de l'Elysée. Mais l'élection parisienne sera plus qu'un test. Ce n'est pas la coupe dactylaire, contrairement à ce que suggère une propagande insensée, ce sont les conseillers de Paris qui éliront le maire. Pour que M. Chirac soit élu, il faut d'abord que la droite batte la gauche, ensuite que les listes de M. Chirac soient majoritaires au sein de la droite, enfin que les conseillers élus sur les listes de M. Giscard d'Estaing aillent à l'Assemblée. Si cela se produit, le président de la République sera très diminué, et M. Jacques Chirac trouvera bien un moyen, politique ou non, pour l'affaiblir encore.

La deuxième raison est liée au nouveau statut de Paris et à la personnalisation de l'élection qui en est la conséquence. Dans l'ancien statut, le conseil municipal, dit Conseil de Paris, avait peu de pouvoir. Paris était, pour l'essentiel, administré par le gouvernement, à travers les deux préfets, héritage d'un étatisme séculaire, et, de manière plus proche, conséquence de la crénite de Paris éprouvée par la bourgeoisie française au dix-neuvième siècle.

Cette structure sclérosante du droit commun a été encore alourdie par l'autoritarisme et le centralisme accru du nouvel Etat né en 1958. Dans le même temps, les milieux financiers, et spécialement les grands établissements bancaires, pénétraient le pouvoir politique plus profondément qu'ils ne l'avaient jamais fait. Un grand banquier devenait premier ministre, puis président de la République. Le fils d'un banquier lui succédait. La structure particulière de Paris permettait aux groupes financiers de mettre la ville en coupe réglée, en opérant directement à l'échelon de l'Etat. Dans la haute administration et le gouvernement, ils ont leurs entrées au Conseil de Paris, ils ont leurs hommes aux postes-clés. C'est ainsi, pour citer un exemple entre beaucoup, qu'a pu être décidée, après une injonction directe de G. Pompidou, la rénovation dite « concertée » du secteur Italie et des Hauts de Belleville par les grands spéculateurs, opération qui, selon le conseiller de Paris communiste Maurice Barlament (jamais dément), aurait rapporté à ces groupes plus de 100 milliards d'anciens francs. La Banque de Paris et des Pays-Bas, « marquis de Carabas de la région parisienne », est le principal leader de cette opération. Et c'est dans le giron de cette banque que sont rentrés, à la fin de la dernière mandature du Conseil, l'une des principales personnalités de l'U.D.R. dans cette assemblée et l'homme qui venait d'être préfet de Paris.

Le nouveau statut est le résultat de la prise de conscience des milieux les plus intelligents de la droite, qui ont su profiter de l'intérêt que suscitait depuis plus de dix ans les idées de décentralisation et d'autogestion. Il ne rendra pas aux Parisiens tous les droits d'un citoyen français ordinaire — à cause du poids particulier que conserveront les deux préfets — mais il y aura un progrès vers la gestion de Paris par les Parisiens. Cela comporte, pour le pouvoir financier, lié à l'étroitesse depuis 1958 au pouvoir politique, une conséquence gênante : il ne sera plus aussi facile aux groupes financiers de dicter des décisions à Paris par l'intermédiaire de l'Etat.

Il est donc indispensable que la liaison administrative entre ces milieux et Paris soit remplacée par une liaison personnelle : le maire de Paris doit être un homme de grande autorité, étroitement lié à la fois au gouvernement et aux financiers. Cette condition semble bien remplie par M. d'Ornano, qui, en tant que maire de Deauville, n'a guère eu que sollicitude pour les grands promoteurs. Ses possibilités d'intervention au niveau le plus haut sont évidentes — tant que M. Valéry Giscard d'Estaing est à l'Elysée. Celles de M. Jacques Chirac, leader d'un parti qui s'est avéré à Paris comme étant le parti des banques, sont au moins égales s'il devient le triumvirat de la droite. Mais le jour où il quitterait l'Hôtel de Ville pour l'Elysée, il lui serait facile de faire élire à sa place comme maire de Paris une autre personnalité de premier plan du R.P.R., comme M. Christian de La Malène depuis longtemps leader de l'U.D.R. à l'Hôtel de Ville. Les mêmes objectifs seraient alors atteints.

Pour saisir la troisième raison de la candidature Chirac, il faut comprendre la logique de la rapide montée du personnage. Elle est, comme toutes les classes dirigeantes, prête à tout pour l'empêcher. J'ai déjà parlé ici de son calmi sans voix, mais il risque de ne pas porter assez vite, et, de toute façon, deux assurances valent mieux qu'une. M. Giscard d'Estaing, lui, paraît trop hésitant, trop peu violent, pour utiliser les moyens de force au moment critique. M. Poniatowski est sans doute plus « rassurant » à ce propos, mais il n'est que le second. Pour une grande partie de l'establishment, le chef de l'Etat doit être, dans les circonstances présentes, un homme capable d'agir, si on doit en venir là, comme les militaires ont agi avant-hier à Athènes et hier au Chili. Seul, Chirac paraît présenter ces « qualités ». Ceux qui pensent ainsi ont-ils raison, je ne sais. Mais, de même que ces milieux ne s'embarrassent pas de principes démocratiques demain en cas de crise grave, ils ne se gênent aujourd'hui par aucun scrupule quand il est question de se débarrasser de l'homme qu'ils ont porté à la présidence en 1974. La gauche ferait bien de réfléchir à la triple signification de cette épreuve de force. Elle a, pendant de longues années, malgré les exhortations de ceux qui criaient dans le désert, négligé les droits de Paris, pour lesquels s'étaient battus, il y a cent ans, non seulement les hommes de la Commune, mais un des leaders de la gauche légale d'alors : Clemenceau. Elle n'a pas pris en charge cette bataille. Elle a laissé l'initiative à la droite, et le faire passer au-dessus des questions de boutique et de répartition de sièges. C'est la gauche, et non un conservatisme aculé ou le néo-fascisme, qui devrait reprendre Paris.

(*) Ancien conseiller de Paris.

M. Le Pen veut faire campagne
« pour la liberté, la sécurité, la beauté
et la santé » de la capitale

M. Jean-Marie Le Pen a présenté, jeudi 27 janvier, au cours d'une conférence de presse, les grandes lignes de la campagne que le Front national, qu'il préside, entend mener à l'occasion des élections municipales. Il a notamment indiqué que, en province, les candidats de la formation d'extrême droite cherchent à participer à deux listes dont les membres sont hostiles au marxisme et ne se réfèrent pas à la politique gouvernementale.

Dans toutes les communes où cette participation lui aura été refusée, le Front national appellera à l'abstention : « Si nous ne sommes pas assez bons pour être candidats, nous ne le serons pas assez non plus pour être électeurs », a déclaré M. Le Pen, qui a rappelé que, dans l'élection législative partielle de Haute-Loire, en novembre 1976, la consigne d'abstention lancée par son parti pour le second tour a sans doute apporté une contribution décisive (1) à l'échec du candidat de la majorité contre M. Ryaud (P.S.).

A propos d'la capitale, l'ancien député de la Seine a confirmé qu'il conduira les « listes d'union nationale » constituées par le Front et des personnalités qui en sont proches, sous le label : « Paris aux Parisiens » (Le Monde).

M. Jean-Marie Le Pen a présenté, jeudi 27 janvier, au cours d'une conférence de presse, les grandes lignes de la campagne que le Front national, qu'il préside, entend mener à l'occasion des élections municipales. Il a notamment indiqué que, en province, les candidats de la formation d'extrême droite cherchent à participer à deux listes dont les membres sont hostiles au marxisme et ne se réfèrent pas à la politique gouvernementale.

(1) Au premier tour de l'élection législative partielle de la Haute-Loire, le 7 novembre 1976, M. Ryaud, candidat du Front national, avait recueilli 70 voix (1,6 % des suffrages exprimés) contre 25 871 (74,0 %) à M. Frovial, candidat de la majorité, 30 001 (84,4 %) à M. Ryaud, P.S., 1 078 (3,0 %) à M. Ryaud, U.R., et 1 078 (3,0 %) à M. Ryaud, U.R.

LES NEGOCIATIONS
SONT TOUJOURS BLOQUEES
A GAUCHE

Communistes, socialistes et radicaux de gauche de Paris se sont rencontrés jeudi après-midi 27 janvier pour tenter de mettre au point des listes d'union de la gauche. Cette reprise de contact, après une interruption des négociations durant quinze jours, n'a donné aucun résultat. Socialistes et communistes sont toujours en désaccord sur la répartition des sièges dans les cinq secteurs où la gauche est sortante. Le P.S. refuse notamment deux listes de liste, le P.C.F. entend conserver le bénéfice de sa situation majoritaire.

Une nouvelle rencontre est prévue pour mardi après-midi 1^{er} février.

Mme Giroud, M. Chirac
et le marché Saint-Germain

An cours du débat organisé le 26 janvier par l'ordre des architectes, autour de M. Michel d'Ornano, candidat à la mairie de Paris, Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture, a notamment déclaré : « Si sous son gouvernement, on ne peut pas reconstruire le marché Saint-Germain, il n'y a pas de place pour le ministre de la culture d'apporter le permis de démolir, puis le permis de reconstruire le marché Saint-Germain ».

Mme Giroud faisait allusion à la véritable bataille architecturale qui, dans le secteur du marché Saint-Germain, se joue depuis plusieurs années, les défenseurs du marché Saint-Germain, construits au début du dix-neuvième siècle, par Jean-Baptiste Blondel, au député R.P.R. et conseiller de Paris, M. Pierre Bas. Celui-ci souhaitait construire à cet emplacement un nouveau bâtiment abritant, outre un marché, plusieurs équipements sociaux : crèche, foyer de personnes âgées, piscine, etc. Les associations de défense du marché ont obtenu un permis de construire, mais le projet n'est pas encore lancé.

qu'on reconstruit cet ensemble architectural. Après de multiples péripéties — le projet a été examiné pour la première fois par le Conseil de Paris en 1970 — un permis de construire, succédant à un précédent annulé par le tribunal administratif, a été signé le 15 mai 1976 par le préfet de Paris. La démolition du marché a commencé.

Mme Françoise Giroud déclare ne pas être opposée à la démolition du marché et considère parfaitement la nécessité de doter le quartier des équipements sociaux qui lui font défaut. Elle critique, au contraire, le programme écopant à que les élus de Paris ont décidé de réaliser à cet endroit. Elle aurait voulu, en particulier, que l'on classe les arcades existantes et intérieures de l'ancien marché et serve les propositions de son prédécesseur, M. Michel Guy, qui, en mai 1976, souhaitait que « le projet soit mené à terme dans des conditions qui permettraient de mieux répartir le programme sur une surface plus vaste, donc d'alléger les solennes ».

La Villette : un dossier encombrant
sur le bureau du futur maire

M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, candidat à la mairie de Paris, a effectué, jeudi 27 janvier, une visite surprise aux anciens abattoirs de La Villette, qui sont, a-t-il déclaré, « l'exemple de ce qu'il ne fallait pas faire ».

Le 15 mars 1974, la fermeture des abattoirs de La Villette mettait fin à un rêve des années 1958-1962 : créer à la place des vieux abattoirs du Second Empire des équipements très modernes qui devaient devenir, à terme, le marché européen de la viande. C'est en 1956 que le Conseil de Paris avait pris la décision de bâtir des abattoirs modernes dont le budget avait été chiffré à environ 175 millions. Mais fin 1969, quand l'affaire a éclaté, M. Giscard d'Estaing était redevenu ministre des Finances dans le gouvernement Chaban-Delmas. Il fallait 1,55 milliard pour achever le projet.

A l'origine de cette cascade de millions, une contradiction : d'une conception modeste au départ, on est arrivé à la création d'un complexe à vocation européenne. Mais dans le même temps la construction de plusieurs abattoirs était autorisée en région parisienne, ce qui a entraîné une partie de l'approvisionnement de La Villette.

Le « scandale », en décembre 1969, est révélé lorsque M. Michel de Grailly, député et conseiller de Paris U.D.R., et président de la société d'études (créée par la Ville, rétroactive, en vain, au Conseil de Paris une « rallonge » de 325 millions, reconnait que le coût total de l'opération n'aurait pas dépassé 1,5 milliard.

Après la catastrophe, le 25 août 1970, du terrain qui appar-

tenait à la Ville de Paris, puis la création d'une commission d'enquête sénatoriale, des tentatives de réorganisation et d'immenses travaux politico-administratifs, le gouvernement Messmer prend, le 23 octobre 1973, la décision de mettre un terme à l'opération, de fermer les abattoirs et de transformer les 55 hectares de La Villette en une vaste opération d'habitat.

Au début du mois de janvier 1976, M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République, fait savoir que cette opération d'urbanisme serait conduite en concertation avec la ville de Paris. Le préfet de Paris, M. Jean Thuille, lance donc le 22 janvier un concours d'idées pour l'aménagement de ces terrains. Les résultats de ce concours sont adoptés par le Conseil de Paris le 8 octobre. Il est notamment proposé de réaliser à l'emplacement des anciens abattoirs un parc, dont la surface ne sera pas inférieure à 20 hectares, et trois mille logements à caractère social.

Le 19 octobre 1976, le président de la République écrit au premier ministre pour lui demander de lancer « rapidement » la première tranche des travaux afin qu'un premier espace vert soit ouvert aux Parisiens à la fin de l'année 1977. Un crédit de 3 millions est mis à la disposition de la Ville.

Lors de sa visite à La Villette, M. d'Ornano a donc repris une partie du programme adopté par les élus parisiens, en proposant de créer un parc d'au moins 20 hectares et de donner la priorité aux logements sociaux. Il a cependant précisé qu'il étudie le projet de créer également sur ces terrains à la limite de la banlieue est de la capitale, un centre national d'exposition, un centre de formation technologique, une salle de théâtre et un palais des sports. Le dossier — encombrant — de La Villette est ouvert.

M. Pierre Sudreau réélu président du conseil régional du Centre. M. Pierre Sudreau, ancien ministre démissionnaire (réformateur) et maître de Blois, a été réélu jeudi 27 janvier à Orléans à la présidence du conseil régional du Centre. M. Sudreau, qui était seul candidat, a obtenu cinquante voix sur cinquante-neuf votants. M. Nespoulous (P.S.), conseiller général d'Eure-et-Loir, et M. Giscard d'Estaing (app. U.D.R.) de Loiret et doyen de l'assemblée ont obtenu une voix chacun. Il y a eu sept bulletins nuls. — (Corresp.)

M. André Chindemongor élu président du conseil régional. M. André Chindemongor (socialiste) a été réélu ce vendredi 28 janvier président du conseil régional du Limousin par 24 voix sur 26 votants (un bulletin nul et une voix à M. Robert Lacomme, sénateur socialiste de la Haute-Vienne). Sur les trente membres du conseil régional, quatre, dont M. Jacques Chirac, député de la Corrèze, et M. Marcel Rigout, député de la Haute-Vienne (P.C.F.) étaient absents ou excusés. — (Corresp.)

le cuir sauvage

Nous sommes peut-être un peu séculaires, mais le cuir que nous aimons est celui que certains appellent sauvage, et qui en fait est le cuir naturel. Car il y a le cuir, cuir naturel et cuir dénaturé. Nous entendons par cuir naturel un cuir qui n'a subi aucun traitement chimique et qui est simplement traité à l'eau.



Roche-Bobois a programmé avec ses tanneries un marché qui permet de consentir du 15 janvier au 28 février 1977 un tarif préférentiel sur tous ses salons cuir. Ainsi, les prix des salons Roche-Bobois (5 places assises) dans tous les cuir s'échelonnent de 8.000 à 25.000 F. (En Belgique, de 65.000 à 180.000 FB. En Suisse, de 4.000 à 12.500 FS).

ROCHE-BOBOIS

Son à découper pour recevoir le catalogue 77 (148 pages couleurs). Participation aux frais d'envoi 7 francs français (reimboursés à votre premier achat) en timbres ou tout autre moyen à votre convenance.

nom : _____

adresse : _____

Demande à adresser à ROCHE-BOBOIS B.P. 275-00 / 75241 PARIS CEDEX 08. Le catalogue vous sera envoyé par votre magasin régional.

A LA SEIGNEURIE

74-78, avenue de Paris VERSAILLES

Bureau de vente ouvert sept jours sur sept de 14 h à 20 h. Tél. 951.32.07

**INTRODUCTION CRITIQUE
AU MARKETING POLITIQUE
ET SOCIAL**

40 heures - Du 7 mars au 23 mai 77

RECONNAISSANCE
Université de Paris VIII
Formation permanente,
route de la Tourneille,
75751 PARIS CEDEX 12,
Tél. 374-82-26 ou 374-12-36 p. 398.

**SI VOUS MESUREZ
7 m 00 ou PLUS
(jusqu'à 2,40 m)
SI VOUS ETES FORT
JOHN RAPAL
GRANDES TAILLES
PRIET-A-PORTER
Costumes, vestes
sport, blazers,
pardessus, impera,
Pantalons, jeans,
velours, pulls,
chemises 4 longueurs
de manche, Peaux
taillées, blousons,
trous de cuir et dain,
exclusivité
MAC DOUGLAS.
3000 VETEMENTS
livrés immédiatement.
40 av. de la République
Métro Parmentier
Parking gratuit
Tél. 355.68.00**

**UNE SEMAINE DE SOLDES
MONSTRES**

**La préparation
CANDIDATURE DE
M. ESTIER : la gauche doit le
argument des contradictions
de la droite.**

M. Claude Estier, ministre de l'Intérieur, a été élu député de Paris en 1974. Il est membre du R.P.R. et a été élu député de Paris en 1974. Il est membre du R.P.R. et a été élu député de Paris en 1974.

**le hall d'honneur de 260 m
donnant sur un grand jardin
paysagé à la française**

**LA SEIGNEURIE
VERSAILLES**

De **FRANK** correspondant

Cité du Vatican. — La Congrégation romaine pour la doctrine de la foi a rendu publique le jeudi 27 janvier une « Déclaration sur la question de l'admission des femmes au sacerdoce ministériel ». (Notre dernière édition.) Pour la première fois, depuis qu'elle a été créée, la Congrégation avait été appelée à traiter des missions du monde des hommes.

Robert Tucci, directeur de Radio-Vatican, l'un des membres les plus talentueux de la Compagnie de Jésus, a déclaré que les membres les plus experts, Mgrs Azzamari, Descampes, et les autres, ont été réunis en conseil public pour discuter la question. Mgr Ignazio Ligier, consultant de la Sainte-Office, n'était pas présent pour assister à l'analyse. Il n'a pu en faire qu'un long commentaire. Il

Les trois conférenciers se sont donc présentés et ont répondu, par avance, à ses objections. C'est Paul VI qui avait demandé à la Congrégation, en juin 1973, de préparer un texte sur la sexualité féminine. Un document fut nommé, issu d'une commission dont les membres appartenaient à divers organismes du Saint-Siège ou à des universités et à la curie. Comme il n'est pas en pareil cas, les noms de ces experts n'ont pas été dévoilés. Pas plus d'ailleurs que ceux des femmes, religieuses, qui ont participé à la commission.

été consultées sur ces travaux. On
demanda aussi aux présidents des
conférences de Pronay.
le 15 octobre 1978, de la version finale, Paul Vi
personnellement de manda aux auteurs
quelques modifications à noter que la rédac
tion définitive devrait être communiquée.
publication, non seulement à tous les évêques
du diocèse mais à plusieurs personnalités
non catholiques comme les patriarches de
Constantinople et de Moscou, l'archevêque de
Canterbury et le secrétaire général du Conseil
oecuménique des Eglises.

Le Père Tucci s'est efforcé, mais tout, démontrant que, par son « non » au sacerdoce des femmes, Rome ne s'isole pas, ne portait pas atteinte à l'œcuménisme.

■ sein même du monde catholique, le Saint-Siège ne vient-il pas de décevoir une fois de plus ? Le Père Tucci ne pense-t-il pas surtout celle d'intellectuels et de journalistes. Le Jésuite a cité une enquête faite aux Etats-Unis, - pays où, en principe, le féminisme devrait être le plus répandu - : plus de la moitié des catholiques y sont fortement opposés, tandis que les protestants ne représentent que 25 % des opposés et 25 % de femmes. B.S.

Archaïsme ou fidélité ?

« Depuis quelques années dans
nos congrès, revient fréquem-
ment la question de l'Eglise
catholique pourrai-
elle répondre à l'or-
dinaire de la question
a été, en 1962, provoquée par les
courants contemporains d'une part
communités catholiques et
l'Eglise catholique elle-même
se trouve à l'heure actuelle en
une situation qui ne permet pas
d'ignorer que les hommes de
l'Eglise catholique sont en contact
avec l'anglicanisme.

[illegible]

ne 7) Le document ne se limite pas à rappeler ainsi la norme de l'Eglise et eo rñdement : il cherche à l'éciaier en montrant par l'aniologie de la foi la profonde conuenance du fait que seul des hommes sont appelés à l'ordination sacerdotale avec la nature du sacrement de l'ordre et sa rñfrence spcifique au mystère de l'Eglise : en effet dans l'exercice des sacrements on met en jeu ce que la carnalité humaine apporte à la rñalisation de l'ordre.

On trouve dans ces présentations à entendre la distinction du domaine romain sur le refus d'admettre des femmes au sacerdoce. Outre le texte proprement dit — une lettre pastorale du 26 septembre — il y a un signe de responsabilité de la Congrégation pour la doctrine de la foi, explicitement approuvé par Paul VI, qui en a ordonné la publication. Le document est diffusé en même temps un résumé substantiel accompagné d'un commentaire de dix-huit pages. Les références bibliographiques, historiques et théologiques, ce commentaire est une aide précieuse pour situer la déclaration et apprécier la portée de son contenu. Le cardinal Mgr Eichengrass a voulu à présent insinuer — le document aux catholiques de France en tant que tel — tout de la conférence épiscopale.

l'inégalité des sexes. Elle affirme clairement la nécessité de travailler, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Eglise, à la promotion de la femme. Elle s'autorise à avancer que même si sa position peut être ressentie douloureusement, « elle apparaît, à la longue, positive » et de nature à aider à « approfondir la mission respective de l'homme et de la femme ».

presser cette idée ■ l'époque où, dans la société civile, des femmes peuvent accéder, ou presque, ■ n'importe quelle prof

Il va sans dire que le document qui s'appuie sur une certaine rhétorique de l'Eglise et sur une conception du sacerdoce. Et elle se recoupe plus ou moins avec celle de l'Eglise orthodoxe, il n'en va pas de même avec la communion anglicane et diverses Eglises protestantes. Mais, il ne faut avoir ne s'impose pas; elle n'échange pas le point de vue de la foi. Elle est morte par sa rémission d'une discipline disciplinaire; il s'agit plutôt d'une cohérence dispersée par une tradition. Telle est la force et la faiblesse de la position exposée.

L'avenir laissera-t-il place à une autre manière de juger ? Certainement pas dans l'esprit des auteurs de la déclaration, mais l'histoire nous enseigne qu'il est toujours aventureux d'enfermer le monde.

Dans l'immédiat, il est symptomatique que Rome ait voulu laisser ouvert le problème des diocèses. Si le texte n'en souffle mot, le documentaire officiel présume que « cette question doit être résolue de façon complète » sans « idées préconçues ». ■■■ n'interdit pas supposer que Rome donnera un jour à feu ■■■■. En effet, le diacre, ■■■■, prêtre, ■■■■ n'a ni le pouvoir eucharistique ni celui du poudra.

D'autre part, le Saint-Siège devra, tôt ou tard, réexaminer le rôle du célibat ecclésiastique. Pie VI a déjà admis l'éventualité des exceptions, et le nombre des évêques ralliés à cette formule croît régulièrement.

Quant à l'ordination des femmes, il est un point sur lequel nous sommes catholiques. On ne pourrait se retrouver. Un changement de la discipline romaine provoquerait sans doute un afflux de vocations féminines, afflux qui permettrait de combler de nombreuses places dans les paroisses malheureuses. Mais l'Eglise y gagnerait-elle en profondeur ? A notre époque, la vie est trop éphémère, trop instable, particulièrement fluide, pour être l'occasion que les affectifs du clergé soient par trop féminisés ?

Mest-Il est préférable d'atten-
qua se un
sage du prêtre : une remontrée
générale des vocations ? En annon-
ceant que la France ne
devrait apparaître comme un
remède à la crise actuelle. Ce
serait en fausser le sens et la
portée. De telles considérations
stratégiques sont rarement explici-
tes, mais elles sont loin d'être
négligeables. En dépit des appa-
rences, la théorie est beaucoup
plus malléable que la stratégie,
et repose, elle, sur des réalités
tangibles.

HENRI FESQUET.

PAUL VI
REÇOIT M. TÉVOÉDJÉ
DIRECTEUR ADJOINT DU B.J.T.

Discussion

(Le notre correspondant.)

Cité du Vatican. — C'est une simple coïncidence, mais elle a simplifié la tâche du pape. Le 21 janvier, moins d'une demi-heure après s'être entretenu avec le représentant de l'Etat le plus puissant de la Terre, M. Walter Mondale, vice-président américain, Paul VI a reçu en audience privée un représentant du mouvement pour venir présenter un projet de contrat de solidarité entre les peuples. Il s'agit de M. Albert Tévoédre, directeur de l'Institut international d'études sociales de Genève et directeur adjoint du Bureau international du travail.

À l'âge de quarante-sept ans, ancien ministre de l'information du Bénin (1961-1967), M. Tévoédji occupa, de 1967 à 1983, le poste de secrétaire général de l'Union africaine et malgache. Il s'attache depuis plus d'un an, au sein de l'Institut qu'il dirige, à prôner un « contrat » entre pays riches et pays pauvres (le *Monde* du 27 janvier 1978), comprenant la négociation d'objectifs précis et la mise en commun des ressources et des moyens pour les réaliser. — R.S.

« Dans une exhortation apostolique du 22-mars 1974, le pape Paul VI nous a présenté Marie comme le modèle de la foi pour le disciple du Christ, la femme unique qui a été choisie pour être la mère de Jésus, la seule qui a été choisie pour être la mère de Jésus, la seule qui a été choisie pour être la mère de Jésus ».

le séjour de 35 m², 55 m², 78 m²
avec la cheminée à feu de bois

74-78, avenue de Paris VERSAILLES

LA REE COMMISSIONS D'ETUDES

[illegible]

ISSE
-BUR OLICH
de 1.900 fr.
ENDRE
-BON DRA-PT
ATEMENT'S
-DE LUXE

WILLARD LA

POLICE

Le congrès du Syndicat des commissaires à Grenoble

« Police » et « polices », « libertés » et « liberté »

Grenoble. — Les libertés vues par un policier correspondent-elles à la liberté ? De très loin, probablement, mais le praticien de la loi et de l'ordre ne peut s'empêcher de replacer le concept de liberté dans un ensemble plus large — et qu'il juge primordial — de défense de la société, de protection des personnes et des biens. Aussi n'était-il pas sans intérêt d'entendre le président du Syndicat des commissaires de police et des hauts fonctionnaires de la police nationale évoquer, à la veille de sa clôture, le thème « Police et Libertés ».

Le terme lui-même de « libertés » semble

actuellement fasciner le monde politique : le gouvernement s'en proclame le défenseur, trois propositions de loi (une de la majorité, une du parti socialiste et une du parti communiste) demandent qu'elles soient garanties, tandis qu'une commission parlementaire tente de définir les grandes orientations susceptibles d'en garantir l'application.

Plus modestement, les commissaires avaient réuni des représentants de la magistrature au barreau à l'occasion d'un rapport de M. Paul Roux, commissaire général adjoint, pendant un temps bien trop bref, il est vrai, puisqu'il n'excède pas une dizaine

De notre envoyé spécial

Dans l'exercice de la police intervient à quatre niveaux : la garantie de l'intégrité physique et morale de l'individu ; la liberté individuelle ; la liberté d'aller et de venir ; la liberté de circulation.

Sur le premier point, une loi rappelle les problèmes de légitime défense et de légitime répression, on doit reconnaître la primauté de l'individu sur la société, la police n'a pas le droit d'interférer avec le droit de l'individu.

La sûreté individuelle devait rester plus longtemps l'attention. Elle est de première importance, car elle est la base de la liberté.

La sûreté individuelle doit être garantie dans tous les cas, et elle est la base de la liberté.

La sûreté individuelle doit être garantie dans tous les cas, et elle est la base de la liberté.

La sûreté individuelle doit être garantie dans tous les cas, et elle est la base de la liberté.

La liberté d'aller et de venir — dont les exceptions réglementaires sont de nature à être examinées — est la base de la liberté.

La liberté d'aller et de venir — dont les exceptions réglementaires sont de nature à être examinées — est la base de la liberté.

La liberté d'aller et de venir — dont les exceptions réglementaires sont de nature à être examinées — est la base de la liberté.

La liberté d'aller et de venir — dont les exceptions réglementaires sont de nature à être examinées — est la base de la liberté.

La liberté d'aller et de venir — dont les exceptions réglementaires sont de nature à être examinées — est la base de la liberté.

La liberté d'aller et de venir — dont les exceptions réglementaires sont de nature à être examinées — est la base de la liberté.

La liberté d'aller et de venir — dont les exceptions réglementaires sont de nature à être examinées — est la base de la liberté.

La liberté d'aller et de venir — dont les exceptions réglementaires sont de nature à être examinées — est la base de la liberté.

La liberté d'aller et de venir — dont les exceptions réglementaires sont de nature à être examinées — est la base de la liberté.

La liberté d'aller et de venir — dont les exceptions réglementaires sont de nature à être examinées — est la base de la liberté.

La liberté d'aller et de venir — dont les exceptions réglementaires sont de nature à être examinées — est la base de la liberté.

La liberté d'aller et de venir — dont les exceptions réglementaires sont de nature à être examinées — est la base de la liberté.

La liberté d'aller et de venir — dont les exceptions réglementaires sont de nature à être examinées — est la base de la liberté.

La liberté d'aller et de venir — dont les exceptions réglementaires sont de nature à être examinées — est la base de la liberté.

La liberté d'aller et de venir — dont les exceptions réglementaires sont de nature à être examinées — est la base de la liberté.

La liberté d'aller et de venir — dont les exceptions réglementaires sont de nature à être examinées — est la base de la liberté.

JUSTICE

LA PRISE D'OTAGES DE L'AVENUE DE BRETEUIL

• L'avocat général requiert une peine perpétuelle

• La partie civile suggère la peine de mort

En affirmant qu'il n'y avait pas le moindre doute sur leur culpabilité, M. Pierre Calland, avocat général, a requis la peine perpétuelle pour les auteurs de la prise d'otages de l'avenue de Breteuil.

« Si je ne repars pas la peine de mort », a précisé M. Calland, si mes réquisitions ne vont pas jusqu'au bout de mes pensées, c'est qu'il n'y a pas de doute sur la culpabilité des auteurs de la prise d'otages de l'avenue de Breteuil.

Après avoir énuméré les nombreuses circonstances aggravantes, M. Calland a requis la peine perpétuelle pour les auteurs de la prise d'otages de l'avenue de Breteuil.

La partie civile, représentée par M. Robert Badinter, a suggéré la peine de mort pour les auteurs de la prise d'otages de l'avenue de Breteuil.

Le tribunal correctionnel de Paris a rendu son verdict sur la prise d'otages de l'avenue de Breteuil.

Le tribunal correctionnel de Paris a rendu son verdict sur la prise d'otages de l'avenue de Breteuil.

Le tribunal correctionnel de Paris a rendu son verdict sur la prise d'otages de l'avenue de Breteuil.

Le tribunal correctionnel de Paris a rendu son verdict sur la prise d'otages de l'avenue de Breteuil.

Le tribunal correctionnel de Paris a rendu son verdict sur la prise d'otages de l'avenue de Breteuil.

Le tribunal correctionnel de Paris a rendu son verdict sur la prise d'otages de l'avenue de Breteuil.

Le tribunal correctionnel de Paris a rendu son verdict sur la prise d'otages de l'avenue de Breteuil.

Le tribunal correctionnel de Paris a rendu son verdict sur la prise d'otages de l'avenue de Breteuil.

Le tribunal correctionnel de Paris a rendu son verdict sur la prise d'otages de l'avenue de Breteuil.

Le tribunal correctionnel de Paris a rendu son verdict sur la prise d'otages de l'avenue de Breteuil.

Le tribunal correctionnel de Paris a rendu son verdict sur la prise d'otages de l'avenue de Breteuil.

Le tribunal correctionnel de Paris a rendu son verdict sur la prise d'otages de l'avenue de Breteuil.

Le tribunal correctionnel de Paris a rendu son verdict sur la prise d'otages de l'avenue de Breteuil.

Le tribunal correctionnel de Paris a rendu son verdict sur la prise d'otages de l'avenue de Breteuil.

Le tribunal correctionnel de Paris a rendu son verdict sur la prise d'otages de l'avenue de Breteuil.

Le tribunal correctionnel de Paris a rendu son verdict sur la prise d'otages de l'avenue de Breteuil.

L'assassinat de Jean de Broglie

LE NOUVEL INCULPÉ AURAIT ASSISTÉ A PLUSIEURS ENTRETIENS ENTRE M. SIMONE ET M. FRÉDÉRIC

Le juge d'instruction de Paris, M. Albert Leyba, a inculpé un nouveau suspect dans l'affaire de l'assassinat de Jean de Broglie.

Le juge d'instruction de Paris, M. Albert Leyba, a inculpé un nouveau suspect dans l'affaire de l'assassinat de Jean de Broglie.

Le juge d'instruction de Paris, M. Albert Leyba, a inculpé un nouveau suspect dans l'affaire de l'assassinat de Jean de Broglie.

Le juge d'instruction de Paris, M. Albert Leyba, a inculpé un nouveau suspect dans l'affaire de l'assassinat de Jean de Broglie.

Le juge d'instruction de Paris, M. Albert Leyba, a inculpé un nouveau suspect dans l'affaire de l'assassinat de Jean de Broglie.

Le juge d'instruction de Paris, M. Albert Leyba, a inculpé un nouveau suspect dans l'affaire de l'assassinat de Jean de Broglie.

Le juge d'instruction de Paris, M. Albert Leyba, a inculpé un nouveau suspect dans l'affaire de l'assassinat de Jean de Broglie.

Le juge d'instruction de Paris, M. Albert Leyba, a inculpé un nouveau suspect dans l'affaire de l'assassinat de Jean de Broglie.

Le juge d'instruction de Paris, M. Albert Leyba, a inculpé un nouveau suspect dans l'affaire de l'assassinat de Jean de Broglie.

Le juge d'instruction de Paris, M. Albert Leyba, a inculpé un nouveau suspect dans l'affaire de l'assassinat de Jean de Broglie.

Le juge d'instruction de Paris, M. Albert Leyba, a inculpé un nouveau suspect dans l'affaire de l'assassinat de Jean de Broglie.

Le juge d'instruction de Paris, M. Albert Leyba, a inculpé un nouveau suspect dans l'affaire de l'assassinat de Jean de Broglie.

Le juge d'instruction de Paris, M. Albert Leyba, a inculpé un nouveau suspect dans l'affaire de l'assassinat de Jean de Broglie.

Le juge d'instruction de Paris, M. Albert Leyba, a inculpé un nouveau suspect dans l'affaire de l'assassinat de Jean de Broglie.

Le juge d'instruction de Paris, M. Albert Leyba, a inculpé un nouveau suspect dans l'affaire de l'assassinat de Jean de Broglie.

Le juge d'instruction de Paris, M. Albert Leyba, a inculpé un nouveau suspect dans l'affaire de l'assassinat de Jean de Broglie.

Le juge d'instruction de Paris, M. Albert Leyba, a inculpé un nouveau suspect dans l'affaire de l'assassinat de Jean de Broglie.

Le juge d'instruction de Paris, M. Albert Leyba, a inculpé un nouveau suspect dans l'affaire de l'assassinat de Jean de Broglie.

Le juge d'instruction de Paris, M. Albert Leyba, a inculpé un nouveau suspect dans l'affaire de l'assassinat de Jean de Broglie.

Le juge d'instruction de Paris, M. Albert Leyba, a inculpé un nouveau suspect dans l'affaire de l'assassinat de Jean de Broglie.

« Je ne m'étais jamais dit pourquoi j'aurais besoin d'assurance santé... jusqu'au jour où je me suis trouvé cloué sur un lit »

« Comme beaucoup d'hommes, je n'ai jamais traité d'assurance santé... jusqu'au jour où je me suis trouvé cloué sur un lit »

« Comme beaucoup d'hommes, je n'ai jamais traité d'assurance santé... jusqu'au jour où je me suis trouvé cloué sur un lit »

« Comme beaucoup d'hommes, je n'ai jamais traité d'assurance santé... jusqu'au jour où je me suis trouvé cloué sur un lit »

« Comme beaucoup d'hommes, je n'ai jamais traité d'assurance santé... jusqu'au jour où je me suis trouvé cloué sur un lit »

« Comme beaucoup d'hommes, je n'ai jamais traité d'assurance santé... jusqu'au jour où je me suis trouvé cloué sur un lit »

« Comme beaucoup d'hommes, je n'ai jamais traité d'assurance santé... jusqu'au jour où je me suis trouvé cloué sur un lit »

« Comme beaucoup d'hommes, je n'ai jamais traité d'assurance santé... jusqu'au jour où je me suis trouvé cloué sur un lit »

« Comme beaucoup d'hommes, je n'ai jamais traité d'assurance santé... jusqu'au jour où je me suis trouvé cloué sur un lit »

« Comme beaucoup d'hommes, je n'ai jamais traité d'assurance santé... jusqu'au jour où je me suis trouvé cloué sur un lit »

« Comme beaucoup d'hommes, je n'ai jamais traité d'assurance santé... jusqu'au jour où je me suis trouvé cloué sur un lit »

« Comme beaucoup d'hommes, je n'ai jamais traité d'assurance santé... jusqu'au jour où je me suis trouvé cloué sur un lit »

« Comme beaucoup d'hommes, je n'ai jamais traité d'assurance santé... jusqu'au jour où je me suis trouvé cloué sur un lit »

« Comme beaucoup d'hommes, je n'ai jamais traité d'assurance santé... jusqu'au jour où je me suis trouvé cloué sur un lit »

« Comme beaucoup d'hommes, je n'ai jamais traité d'assurance santé... jusqu'au jour où je me suis trouvé cloué sur un lit »

« Comme beaucoup d'hommes, je n'ai jamais traité d'assurance santé... jusqu'au jour où je me suis trouvé cloué sur un lit »

« Comme beaucoup d'hommes, je n'ai jamais traité d'assurance santé... jusqu'au jour où je me suis trouvé cloué sur un lit »

« Comme beaucoup d'hommes, je n'ai jamais traité d'assurance santé... jusqu'au jour où je me suis trouvé cloué sur un lit »

« Comme beaucoup d'hommes, je n'ai jamais traité d'assurance santé... jusqu'au jour où je me suis trouvé cloué sur un lit »

MONDIAL MOQUETTE

VENTE LIMITEE AU STOCK

MOQUETTE BOUCLEE

15 F LE M²

POSE ASSUREE

11 CENTRES A VOTRE SERVICE

PARIS 14^e : 90, bd Jourdan
50 m Fort de l'Est. 538-38.62
Fermé le dimanche

MAISON-ALFORT : 129, rue Jean-Jaurès, RN 5.
Tél. : 375-44.70

COIGNIERES (N 10) : près Trappes, route du Pont d'Anneau
Tél. : 451-70-12

PARIS 18^e : 114, rue de la Chapelle
Tél. : 584-72-38

PARIS 13^e : 40, quai d'Austerlitz
Face gare d'Austerlitz.
Tél. : 584-72-38

BAGNOLET : 101-193, rue de la Chapelle
Tél. : 585-16-48

SAINT-DENIS : 73, rue de la République
Tél. : 585-16-48

BOULOGNE : 124, rue Gallieni. Tél. : 303-00-79

PARIS 19^e : 144, bd de la Chapelle
Tél. : 303-00-79

SARCELLES : 29, av. Nivelle
Leclerc, RN 15, route de Paris
Tél. : 471-03-44

FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone industrielle de Fossés. Près gare S.N.C.F. Tél. : 471-03-44

DES PRIX SANS CONCURRENCE

OUVERT 72 les jours de 9 h-21 h.

EGALE

OUVERT dimanche de 9 h-20 h.

Dix ans de réclusion criminelle pour un père meurtrier.

Le cour d'assises de Paris a condamné, jeudi 27 janvier, Michel Pasotti, trente-six ans, à dix ans de réclusion criminelle pour le meurtre de son fils Jean-Michel, âgé de sept ans.

Michel Pasotti, ouvrier irrégulier, avait tenté à plusieurs reprises de se suicider à cause de la maladie que son fils souffrait.

Le cour d'assises de Paris a condamné, jeudi 27 janvier, Michel Pasotti, trente-six ans, à dix ans de réclusion criminelle pour le meurtre de son fils Jean-Michel, âgé de sept ans.

Le cour d'assises de Paris a condamné, jeudi 27 janvier, Michel Pasotti, trente-six ans, à dix ans de réclusion criminelle pour le meurtre de son fils Jean-Michel, âgé de sept ans.

Le cour d'assises de Paris a condamné, jeudi 27 janvier, Michel Pasotti, trente-six ans, à dix ans de réclusion criminelle pour le meurtre de son fils Jean-Michel, âgé de sept ans.

Le cour d'assises de Paris a condamné, jeudi 27 janvier, Michel Pasotti, trente-six ans, à dix ans de réclusion criminelle pour le meurtre de son fils Jean-Michel, âgé de sept ans.

Le cour d'assises de Paris a condamné, jeudi 27 janvier, Michel Pasotti, trente-six ans, à dix ans de réclusion criminelle pour le meurtre de son fils Jean-Michel, âgé de sept ans.

Le cour d'assises de Paris a condamné, jeudi 27 janvier, Michel Pasotti, trente-six ans, à dix ans de réclusion criminelle pour le meurtre de son fils Jean-Michel, âgé de sept ans.

Le cour d'assises de Paris a condamné, jeudi 27 janvier, Michel Pasotti, trente-six ans, à dix ans de réclusion criminelle pour le meurtre de son fils Jean-Michel, âgé de sept ans.

Le cour d'assises de Paris a condamné, jeudi 27 janvier, Michel Pasotti, trente-six ans, à dix ans de réclusion criminelle pour le meurtre de son fils Jean-Michel, âgé de sept ans.

CORRESPONDANCE

En choisissant le Plan qui vous verse 2400 F par mois (80 F par jour).

Age du souscripteur	Une personne seule	Un couple et tous les enfants	Mar. et tous les enfants	Mar. et tous les enfants
17-39	19,95	35,95	51,95	67,95
40-49	34,95	50,95	66,95	82,95
50-59	49,95	65,95	81,95	97,95
60-64	64,95	80,95	96,95	112,95
65-69	79,95	95,95	111,95	127,95
70-74	94,95	110,95	126,95	142,95

Les enfants à charge célibataires sont pris en compte à l'âge de 17 ans au moins de 25 ans s'ils possèdent des revenus. Pour les enfants à charge mariés, l'âge est de 21 ans. Les enfants à charge sont pris en compte à l'âge de 17 ans au moins de 25 ans s'ils possèdent des revenus. Pour les enfants à charge mariés, l'âge est de 21 ans.

Le paiement de vos primes pourra s'effectuer mensuellement, par prélèvement sur votre compte en banque. Sinon, les primes sont payées par chèque, par mandat ou par espèces.

Le paiement de vos primes pourra s'effectuer mensuellement, par prélèvement sur votre compte en banque. Sinon, les primes sont payées par chèque, par mandat ou par espèces.

Le paiement de vos primes pourra s'effectuer mensuellement, par prélèvement sur votre compte en banque. Sinon, les primes sont payées par chèque, par mandat ou par espèces.

Le paiement de vos primes pourra s'effectuer mensuellement, par prélèvement sur votre compte en banque. Sinon, les primes sont payées par chèque, par mandat ou par espèces.

Le paiement de vos primes pourra s'effectuer mensuellement, par prélèvement sur votre compte en banque. Sinon, les primes sont payées par chèque, par mandat ou par espèces.

Le paiement de vos primes pourra s'effectuer mensuellement, par prélèvement sur votre compte en banque. Sinon, les primes sont payées par chèque, par mandat ou par espèces.

Le paiement de vos primes pourra s'effectuer mensuellement, par prélèvement sur votre compte en banque. Sinon, les primes sont payées par chèque, par mandat ou par espèces.

Le paiement de vos primes pourra s'effectuer mensuellement, par prélèvement sur votre compte en banque. Sinon, les primes sont payées par chèque, par mandat ou par espèces.

Le paiement de vos primes pourra s'effectuer mensuellement, par prélèvement sur votre compte en banque. Sinon, les primes sont payées par chèque, par mandat ou par espèces.

Le paiement de vos primes pourra s'effectuer mensuellement, par prélèvement sur votre compte en banque. Sinon, les primes sont payées par chèque, par mandat ou par espèces.

A New York, notre Relax Jumbo vous donnera l'adresse du terrain de camping de Boston.

هكذا من الأصل

TOGO

La capacité hôtelière a quintuplé en dix ans

La capacité hôtelière du Togo a quintuplé en dix ans, passant de 100 à 500 chambres en 1977. De 1971 à 1976, le nombre de lits a augmenté de 400 pour atteindre 2000. Cette croissance s'explique par le développement du tourisme et l'augmentation du nombre de visiteurs.

UNION VIAX

IT COSTES

Le groupe de la Union Viax a annoncé que les coûts de voyage ont augmenté de 10% en 1977. Cette hausse est due à l'augmentation des prix du pétrole et des autres ressources.

UNE SEMAINE AVEC LES BÉDOUINS DU SINAI

Une semaine avec les Bédouins du Sinai est une expérience unique. Vous pourrez découvrir la culture et les traditions de ce peuple vivant dans le désert.

5 D'AVANTURES

5 d'aventures sont proposées pour ceux qui aiment l'exploration et la découverte.

TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS

Voici une liste d'hôtels recommandés pour votre séjour.

TOURISME

Le tourisme est en pleine croissance et offre de nombreuses opportunités.

TOURISME

Le tourisme est une activité importante pour de nombreux pays.

TOURISME

Le tourisme est une activité importante pour de nombreux pays.

TOURISME

Le tourisme est une activité importante pour de nombreux pays.

TOURISME

Le tourisme est une activité importante pour de nombreux pays.

TOURISME

Le tourisme est une activité importante pour de nombreux pays.

TOURISME

Le tourisme est une activité importante pour de nombreux pays.

TOURISME

Le tourisme est une activité importante pour de nombreux pays.

TOURISME

Le tourisme est une activité importante pour de nombreux pays.

TOURISME

Le tourisme est une activité importante pour de nombreux pays.

TOURISME

Le tourisme est une activité importante pour de nombreux pays.

TOURISME

Le tourisme est une activité importante pour de nombreux pays.

TOURISME

Le tourisme est une activité importante pour de nombreux pays.

TOURISME

Le tourisme est une activité importante pour de nombreux pays.

TOURISME

Le tourisme est une activité importante pour de nombreux pays.

TOURISME

Le tourisme est une activité importante pour de nombreux pays.

TOURISME

Le tourisme est une activité importante pour de nombreux pays.

TOURISME

Le tourisme est une activité importante pour de nombreux pays.

TOURISME

Le tourisme est une activité importante pour de nombreux pays.

TOURISME

Le tourisme est une activité importante pour de nombreux pays.

TOURISME

Le tourisme est une activité importante pour de nombreux pays.

TOURISME

Le tourisme est une activité importante pour de nombreux pays.

Entre Nice et Monte-Carlo

Les points « show » de la Côte

Depuis que les stations de sports d'hiver font fureur, avec leurs pistes de neige le matin et leurs pistes de danse le soir, on croit à la Côte démodée. Mais la Côte n'est pas morte. Elle est simplement en train de se transformer. Les points « show » de la Côte sont toujours là, mais ils ont évolué.

M. Jean-Dominique Fratoni, qui préside aux destinées du casino de Monte-Carlo, a mis en place une stratégie pour attirer les touristes. Il a créé des événements spectaculaires et a amélioré les services offerts aux visiteurs.

Le spectacle de la Côte est devenu plus diversifié. On trouve maintenant des spectacles de variété, des concerts de musique classique et des performances de danse contemporaine.

En contrepoint, plusieurs attractions ont été créées pour attirer les touristes. On trouve maintenant des parcs d'attractions, des musées et des centres de culture.

Quant aux « couchés », il leur suffit de faire 100 mètres à pied pour se retrouver au « Jimmy's », chez Régine, où le rock et le slow peuvent sans peine les conduire jusqu'à l'aube.

Claude Durieux, propriétaire du Jimmy's, a créé un lieu de rencontre pour les touristes. Il offre une ambiance relaxante et des services de qualité.

Les plus beaux voyages du monde sont proposés par Havas Voyages Bordeaux. Vous pouvez découvrir de nouvelles destinations et vivre des expériences uniques.

Danemark 1977 : une destination idéale pour ceux qui aiment la nature et la culture. Vous pouvez profiter de la beauté des paysages et découvrir les traditions du pays.

Le Danemark est un pays fascinant. Vous pouvez découvrir la culture viking, la nature magnifique et les villes historiques.

Le Danemark est une destination idéale pour ceux qui aiment la nature et la culture. Vous pouvez profiter de la beauté des paysages et découvrir les traditions du pays.

Le Danemark est un pays fascinant. Vous pouvez découvrir la culture viking, la nature magnifique et les villes historiques.

Le Danemark est une destination idéale pour ceux qui aiment la nature et la culture. Vous pouvez profiter de la beauté des paysages et découvrir les traditions du pays.

Le Danemark est un pays fascinant. Vous pouvez découvrir la culture viking, la nature magnifique et les villes historiques.

Le Danemark est une destination idéale pour ceux qui aiment la nature et la culture. Vous pouvez profiter de la beauté des paysages et découvrir les traditions du pays.

CLIN D'ŒIL

VIENNE SUR TROIS TEMPS

Les Viennois, qui ont sans doute la nostalgie des fastes de la cité impériale des Habsbourg, aiment toujours danser la valse. L'autre soir au Musikverein, un palais de la musique construit au dix-neuvième siècle, on a pu entendre les meilleurs danseurs de la ville.

La valse est une danse qui a traversé les siècles. Elle est devenue une partie importante de la culture viennoise. Les Viennois aiment danser la valse et ils ont créé de nombreux événements pour promouvoir cette danse.

Le spectacle de la valse est devenu plus diversifié. On trouve maintenant des spectacles de variété, des concerts de musique classique et des performances de danse contemporaine.

En contrepoint, plusieurs attractions ont été créées pour attirer les touristes. On trouve maintenant des parcs d'attractions, des musées et des centres de culture.

Quant aux « couchés », il leur suffit de faire 100 mètres à pied pour se retrouver au « Jimmy's », chez Régine, où le rock et le slow peuvent sans peine les conduire jusqu'à l'aube.

Claude Durieux, propriétaire du Jimmy's, a créé un lieu de rencontre pour les touristes. Il offre une ambiance relaxante et des services de qualité.

Les plus beaux voyages du monde sont proposés par Havas Voyages Bordeaux. Vous pouvez découvrir de nouvelles destinations et vivre des expériences uniques.

Danemark 1977 : une destination idéale pour ceux qui aiment la nature et la culture. Vous pouvez profiter de la beauté des paysages et découvrir les traditions du pays.

Le Danemark est un pays fascinant. Vous pouvez découvrir la culture viking, la nature magnifique et les villes historiques.

Le Danemark est une destination idéale pour ceux qui aiment la nature et la culture. Vous pouvez profiter de la beauté des paysages et découvrir les traditions du pays.

Le Danemark est un pays fascinant. Vous pouvez découvrir la culture viking, la nature magnifique et les villes historiques.

Le Danemark est une destination idéale pour ceux qui aiment la nature et la culture. Vous pouvez profiter de la beauté des paysages et découvrir les traditions du pays.

Le Danemark est un pays fascinant. Vous pouvez découvrir la culture viking, la nature magnifique et les villes historiques.

Le Danemark est une destination idéale pour ceux qui aiment la nature et la culture. Vous pouvez profiter de la beauté des paysages et découvrir les traditions du pays.

Tunisie. Avec République Tours c'est exceptionnel.

8 jours dans la baie de Tunis 1185 F*
8 jours à Hammamet 1375 F*
8 jours à Djerba 1275 F*
8 jours à l'île de Kerkennah 1195 F*

Renseignements : République Tours, 61, rue de Maillé, 75541 Paris, Cedex 11. Tél. 355.39.30. ou votre agent de voyage.

La Tunisie. Une terre. Des hommes. *Prix tout compris.

Je désire recevoir gratuitement votre documentation.

Nom : _____

Adresse : _____

CROISIÈRE DE LUMIÈRE EN MÉDITERRANÉE

EGYPTE (Alexandrie - Le Caire - Louxor - Port Saïd)
ISRAËL (Haïfa - Bethléem - Jérusalem)
GRÈCE (Heraklion - Athènes)
du 16 au 23 Avril 1977, au départ de Villefranche-sur-Mer à bord du MTS DANAE, dernier et plus grand navire de croisières de grand luxe.

Carras, l'unique des croisières toute l'année, en Méditerranée et Mer Noire, Europe du Nord et aux Caraïbes.

Croisières touristiques, croisières "à thème" organisées autour d'un centre d'intérêt.

Carras.
Même si vous avez tout vécu.

Pour tous renseignements : Votre agence de voyages ou l'agent général CARRAS
Voyages MATHEZ : 14, avenue de la République, 06 NICE, Tél. 23.55.14
VIAZUR : 1, rue de la République, 75016 PARIS, Tél. 723.55.14

A FONTAINEBLEAU, pour construire certains petits immeubles on se sert encore de la pierre de taille et de l'ardoise. Comme autrefois.

Pour conserver le charme et son style, les promoteurs n'hésitent pas à utiliser la pierre de taille et l'ardoise et même la pierre de taille d'Alsace, la pierre de taille de la région de Fontainebleau.

La pierre de taille est une pierre qui a été taillée à la main. Elle est utilisée pour construire des bâtiments de grande qualité.

La pierre de taille est une pierre qui a été taillée à la main. Elle est utilisée pour construire des bâtiments de grande qualité.

La pierre de taille est une pierre qui a été taillée à la main. Elle est utilisée pour construire des bâtiments de grande qualité.

La pierre de taille est une pierre qui a été taillée à la main. Elle est utilisée pour construire des bâtiments de grande qualité.

La pierre de taille est une pierre qui a été taillée à la main. Elle est utilisée pour construire des bâtiments de grande qualité.

la Résidence du Carmel

Dans 4 petits immeubles bien construits et bien situés, quelques studios et appartements à prix fermes et définitifs.

Visitez l'appartement témoin : de 14h30 à 18h30 (sauf mercredi et jeudi) Le samedi et dimanche de 10h30 à 12h30 et de 14h30 à 18h30. 8 Bd du Général Leclerc Fontainebleau Tél. 422.02.36

Bon à envoyer à FINERCO, 19, rue de la Michodière 75002 Paris Tél. 742.45.69. Je désire recevoir votre documentation gratuite.

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____

Sauvetage en montagne

L'animal prospecte librement sur l'avalanche. A ses côtés, le maître-chien. La tâche de celui-ci est souvent d'une importance tout aussi décisive que le flair de l'animal, admet le vétérinaire : « Il

**UN S.V.P. - MONTAGNE
A GRENOBLE.**

L'Association « la Grande Traversée des Alpes françaises » a créé un centre d'information sur le service des randonneurs.

Véritable « S.V.F.-Montagne », ce service a été baptisé du nom de CIMES (Centre d'information montagne et sentiers).

CIMES recueille et diffuse toutes sortes d'informations sur les itinéraires et leurs difficultés, les refuges, la météo et la qualité de la neige. Les guides et les livres touristiques sont mis à leurs tarifs, les cartes et les topo-guides, etc.

CIMES renseigne également sur les Pyrénées, le Jura, le Massif Central, la Corse et les Alpes, et aussi la France, l'Italie et l'Espagne.

*** Tél. : (75) 54-34-35 : Maison de tourisme, 14, rue de la République, 38000 Grenoble.**

doit décider, en se fondant sur tous les aspects de la situation, de quelle façon et à quel endroit les recherches doivent être effectuées. Il doit tenir compte de la direction du vent et placer son chien de façon convenable à la réception des effluves, c'est-à-dire à la base de l'avalanche. À la différence de leurs homologues suisses, les secouristes français engagent — s'ils en ont la possibilité — plusieurs chiens, tandis que les suisses poursuivent leur progression au-dessus de l'avalanche.

« Lorsque les personnes ont résisté au choc même de l'avalanche (soit environ 80 %), 80 % des personnes ont eu besoin d'une heure d'embarquement, 90 % ont besoin de deux heures, 90 % ont besoin de trois heures », constatent récemment la revue *Economie et prospective* de la montagne. La rapidité d'intervention sera donc l'élément déterminant de la réussite des secours; il est nécessaire, d'autre part, de réduire au minimum le temps d'intervention entre l'accident et le début du travail des chiens.

C'est la raison pour laquelle les responsables de la Sécurité civile de la Haute-Savoie souhaitent que, désormais, chaque station de ski se dote d'un chien.

CL F.

« **F** **COLE** sciences
mystiques. Kabbalah et

astrologie. = Centre
Gurdjieff. = Quatre jours de
la semaine. = 50 personnes par
jour. = 50 personnes par jour.
= Vacances-yoga
compagnie = Vishnu
dans les montagnes du Kats-
kill dans le New-York
zen
yogi Gupta. = Rencontres
yoga-sensuel. = Roger
l'amour qui y libère
la prochaine
du groupe pour la conscience
spirituelle... = se suivent
s'étalent sur des pages
le Village Voice,
à même les
quotidiens importants de New
York.

Douze pour cent Amé-
ricains ont un récent son-
geant Gallup, s'adonnent
à la magie, pratiquent
la magie transcendante,
et adhèrent à des
groupes mystiques.
New York, devenue
une foire permanente
«supernaturelle», affirme un sur-
vendeur de l'école spiritual.
Quelques uns mouvements ésoté-
riques planent sur rue
SoHo, dans le Village, et se
concentrent les autres.
Les autres, comme les
biologistes rue de la Paix
Seminaire Training) — les
autres parmi les intellectuels,
— qui force ses adeptes
demeurer assis ou immobiles
quelques heures durant : «Aria»,
qui met l'accent sur les mou-
vements respiratoires (hors d'aux
points de salut) ; «Aria»
pour répondre au mouvement
du mouvement du mouvement
mouvement aussi enrommé

K... a... week-ends...
 la lecture... versets...
 giques, à la danse...
 quos (« La... l'Ill Allah »).
 Il y a la « scientologie »...
 sa tête, le guru... JI. Plus
 loin — deux — un...
 tibétain, très suivi, très occulte,
 très Ohio, Chogyam Trungpa.

invite à l'au-
sprituel - m'her, av-
ter, etc.). Et, bien sûr,
pour TM (méditation tran-
scendantale) du maherishi Mahesh
Yogi, qui constitue une États-
et un Mc Donald (hambur-
frites). Il a la clinique
back, où
expérimentations para-
psychologiques et psychédé-
sont constamment
Il y a "I Ching", la
populaire "Wall Street", et dont
le quartier général - pardon, le
haut lieu - se trouve sur les
en boules, banquiers
en vue. "I Ching"
annonce le néo-tao-
à : néo-tao- néo-tao -

[illegible]

Dans les librairies, les rayons
sont consacrés à l'oc-
ulte, aux « questions spirituelles »,
aux « voyages », à
quelques titres pris au hasard :
le « Mystère de la Résurrec-
tion », le « Mystère de la Transmu-
tation », la « Transcenden-
ce », les « Secrets d'affaires »,
les « Secrets de la magie », en
faisant passer son
« spirituel » (sic). Soixante-quinze

transcendantes pour
Pro-
ductivité, transcendantale,
le développement
Une infinité d'ouvrages (livres
le les le
arot, le tantra, le zen. Un best-
seller s'appelle le
de tous...

Ce goût immodéré de l'occulte
de l'ésotérique, par
Américains, l'actualité
résulte-t-il d'une tiquade ou
indique-t-il un virage plus pro-
fonde du peuple américain ?
Plus qu'ailleurs, la Terre ?
La même dont les adeptes
des s'y
donnent semble indiquer que
Américains, explorant le
omaine spirituel, restent
la technologie et qu'ils espè-
rent pouvoir utiliser
series avec les
nouveaux capables
Instantanément leurs
de l'université Stanford,
par le Pentagone,
récemment élaboré
mondiale - qui prévoit
- pouvoir psychique :
amie extrême ? Et Jimmy
doit-il au moins
artiellement son élection
qu'il apparaît
concluyons comme un
manqué - ?

[illegible]

LOUIS WIZNITZER.

DANS les Alpes françaises, le cours de l'hiver 1975-1976 a été cent soixante personnes ont été emportées par des avalanches. Quarante et une personnes sont décédées, dix-huit par la neige qui obstrue les voies respiratoires, ou simplement de froid, et quarante-deux ont été blessées. Depuis le début de la saison, plusieurs randonneurs ont péri ensevelis sous des avalanches. Les secours des stations lancent pourtant des appels à la prudence pour que les skieurs ne s'aventurent pas dans des zones avalanchesues, évitent de sortir des pistes balisées après les ornières, et ne montent lorsque la température monte brusquement, provoquant la redoux.

L'« aventure », les planches traçant leur double sillon dans la neige encore vierge, fascine cependant tous les skieurs. De plus en plus ils souhaitent sortir des « pistes boulevard » pour faire eux-mêmes leur trace dans la « profonde ». C'est le résultat d'une évolution très sensible du niveau moyen des skieurs et des progrès enregistrés dans la fabrication des nouveaux skis.

Mais les responsables des stations **_____** les **_____** des communes de montagne sont dépourvus de moyens suffisants pour contrôler efficacement l'accès à leur champ de neige. « Il y a un besoin de plus en plus grand chez les skieurs de s'évader dans les hors-piste. Rien ne les arrête. A nous de prendre des mesures pour assurer leur sécurité », affirme un moniteur de l'école de ski française.

**Trante minutes
ou quatre heures**

L'un des moyens de secours les plus efficaces pour retrouver un chien égaré est indéniablement le chien. Le Suisse, l'a compris très tôt et a formé, il y a maintenant plus de trente ans, les premiers chiens d'avalanche. Elle en compte deux cents en 1974, disséminés sur tout son territoire, dont plusieurs dans la seule station de Davos, alors que la France n'en avait encore que vingt-trois. Les sauveteurs français ne faisaient confiance qu'au sondage opéré à la main.

Une équipe de vingt hommes entraînés, munis de leur longue tige métallique, met quatre heures pour sonder un hectare. Or, il faudrait trente minutes à un chien d'inspiration pour fouiller cette même surface. Avec deux cent à deux cents millions de cellules olfactives — contre cinq millions chez l'homme, — le chien recherche les traces de l'homme spécifique du corps humain qui

C'est la raison pour laquelle les responsables de la Sécurité civile de la Haute-Savoie souhaitent que, désormais, chaque station de ski se dote d'un chien.

APPRIVOISEZ L'HIVER.

1954 PRUGNOT

Glace, neige, verglas, le mauvais temps est de nouveau sur les routes. Pour vous aider à mieux traverser l'hiver, Esso et Peugeot ont créé des écoles de conduite sur glace en liaison avec les municipalités de Chamoni, Serre Chevalier, Jola 2000.

La piste : un circuit naturel et protégé, recréant les pires conditions de conduite sur glace, pendant l'hiver.

Les véhicules : des Peugeot qui là encore, font confiance aux produits Esso.

Les moniteurs : des montagnards, anciens conducteurs automobiles, placés sous la responsabilité de J.P. Nicolas.

E. Hummel, C. Laurent, spécialistes des rallyes les plus difficiles.

Cette année, passée de la théorie à la pratique avec les écoles de conduite sur glace Esso-Peugeot.

ESSE PEUGEOT
CHAMONIX - SERRE CHEVALIER - ISOLA 2000

Une équipe de vingt hommes entraînés, munis de leur longue tige métallique, met quatre heures pour sonder un hectare. Or, il faudrait trente minutes à un chien d'inspiration pour fouiller cette même surface. Avec deux cent à deux cents millions de cellules olfactives — contre cinq millions chez l'homme, — le chien recherche les traces de l'homme spécifique du corps humain qui

C'est la raison pour laquelle les responsables de la Sécurité civile de la Haute-Savoie souhaitent que, désormais, chaque station de ski se dote d'un chien.

Un rêve! la différence.
Pour 8.500 F, par exemple*, et à crédit,
des vacances pour la vie, luxe et service compris.
Des vacances qui prennent de la valeur.

Et qui ne sont pas "à fonds perdus" ! A Inter-Résidences Tignes-Val Claret, nous avons le sens de la différence. Imaginez "votre" studio, pour 3 ou 4 personnes, que vous et les vôtres retrouverez chaque année, pour toujours, pour la ou les semaines que vous aurez choisies. Avec, pour le même prix, (Credité après acceptation du dossier)

- 15.000 F²⁵ Semaine de février, pour 2/3 pers.
- 8.500 F³⁰ Semaine de janvier, pour 4 pers.

Un luxe de certains de luxe (piscine, chauffage, sauna, salon-feu de bois, interphones, etc.). Et vous bénéficiez de privilèges. Par exemple, "ski permanent" 365 jours par an; gestion sociale (ça veut tout dire)... Et tout cela à crédit! Vous voulez certainement en savoir plus...

Si vous voulez éviter les vacances à fonds perdus, demandez très vite notre documentation sur les "Semaines-vacances à vie" d'Inter-Résidences Tignes-Val Claret.

Inter-Résidences Tignes
C'est toute la différence!

RÉALISATION ET GESTION : INTER-RÉSIDENCES MANAGEMENT GENÈVE (SUISSE)

 si vous voulez
partir au
MAROC
VILLES IMPÉRIALES
ET SUD MAROCAIN
MARRAKECH ET AGADIR
1.670 F
tourisme français

**VILLES IMPÉRIALES
ET SUD MAROCAIN
MAROC SUD MAROCAIN
ARRAKECH ET AGADIR
1.670 F
tourisme français**

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (*) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillet, 15 h. : Pique, de S. Mod; 18 h. 30 : Karakorum, de L. Vondra; 20 h. 30 : Topos Kramon, d'Antonioni; 22 h. 30 : Portrait d'Albino, de T. Alamo; 24 h. 30 : L'Alamo, de W. Dieterle.

Les exclusivités

L'AFFICHE ROUGE (Fr.) : 12 h. : Paris, de S. Mod; 14 h. : Paris, de S. Mod; 16 h. : Paris, de S. Mod; 18 h. : Paris, de S. Mod; 20 h. : Paris, de S. Mod; 22 h. : Paris, de S. Mod; 24 h. : Paris, de S. Mod.

Les concerts

Arta-Herbert, 18 h. 30 : O. A. Pique (Chopin); 20 h. 30 : O. A. Pique (Chopin); 22 h. 30 : O. A. Pique (Chopin); 24 h. 30 : O. A. Pique (Chopin).

Les comédies musicales

Docteur Mystère, 20 h. 30 : Docteur Mystère; 22 h. 30 : Docteur Mystère; 24 h. 30 : Docteur Mystère.

CASANOVA, UN ADOLESCENT A VENISE

(It.), v.o. : Paramount; 12 h. : Paris, de S. Mod; 14 h. : Paris, de S. Mod; 16 h. : Paris, de S. Mod; 18 h. : Paris, de S. Mod; 20 h. : Paris, de S. Mod; 22 h. : Paris, de S. Mod; 24 h. : Paris, de S. Mod.

COCCICCO, MONSIEUR POULET

(Fr.), v.o. : Studio Saint-Severin; 12 h. : Paris, de S. Mod; 14 h. : Paris, de S. Mod; 16 h. : Paris, de S. Mod; 18 h. : Paris, de S. Mod; 20 h. : Paris, de S. Mod; 22 h. : Paris, de S. Mod; 24 h. : Paris, de S. Mod.

LE COUP DE GRACE

(Fr.), v.o. : Studio Saint-Severin; 12 h. : Paris, de S. Mod; 14 h. : Paris, de S. Mod; 16 h. : Paris, de S. Mod; 18 h. : Paris, de S. Mod; 20 h. : Paris, de S. Mod; 22 h. : Paris, de S. Mod; 24 h. : Paris, de S. Mod.

LE DESERT DES

(Fr.), v.o. : Studio Saint-Severin; 12 h. : Paris, de S. Mod; 14 h. : Paris, de S. Mod; 16 h. : Paris, de S. Mod; 18 h. : Paris, de S. Mod; 20 h. : Paris, de S. Mod; 22 h. : Paris, de S. Mod; 24 h. : Paris, de S. Mod.

Les films nouveaux

MARCE TRIUMPHANT (It.), v.o. : Paramount; 12 h. : Paris, de S. Mod; 14 h. : Paris, de S. Mod; 16 h. : Paris, de S. Mod; 18 h. : Paris, de S. Mod; 20 h. : Paris, de S. Mod; 22 h. : Paris, de S. Mod; 24 h. : Paris, de S. Mod.

LA PETITE FILLE AU BOUT DU CHEMIN

(Fr.), v.o. : Studio Saint-Severin; 12 h. : Paris, de S. Mod; 14 h. : Paris, de S. Mod; 16 h. : Paris, de S. Mod; 18 h. : Paris, de S. Mod; 20 h. : Paris, de S. Mod; 22 h. : Paris, de S. Mod; 24 h. : Paris, de S. Mod.

LE BERCER DE CRISTAL

(Fr.), v.o. : Studio Saint-Severin; 12 h. : Paris, de S. Mod; 14 h. : Paris, de S. Mod; 16 h. : Paris, de S. Mod; 18 h. : Paris, de S. Mod; 20 h. : Paris, de S. Mod; 22 h. : Paris, de S. Mod; 24 h. : Paris, de S. Mod.

BAUMONT COLISEE - LE FRANCAIS - MONTPARNAIS PATHE

LA FAUVETTE - CARAVELLE PATHE - CLUNY PALACE - VICTOR HUGO PATHE

L'APPRENTI SALAUD

... POUR RIRE! UN FILM DE MICHEL DEVILLE

LA FAUVETTE - CARAVELLE PATHE - CLUNY PALACE - VICTOR HUGO PATHE

LA FAUVETTE - CARAVELLE PATHE - CLUNY PALACE - VICTOR HUGO PATHE

LA FAUVETTE - CARAVELLE PATHE - CLUNY PALACE - VICTOR HUGO PATHE

LA FAUVETTE - CARAVELLE PATHE - CLUNY PALACE - VICTOR HUGO PATHE

LA FAUVETTE - CARAVELLE PATHE - CLUNY PALACE - VICTOR HUGO PATHE

LA FAUVETTE - CARAVELLE PATHE - CLUNY PALACE - VICTOR HUGO PATHE

LA FAUVETTE - CARAVELLE PATHE - CLUNY PALACE - VICTOR HUGO PATHE

LA FAUVETTE - CARAVELLE PATHE - CLUNY PALACE - VICTOR HUGO PATHE

LA FAUVETTE - CARAVELLE PATHE - CLUNY PALACE - VICTOR HUGO PATHE

LA FAUVETTE - CARAVELLE PATHE - CLUNY PALACE - VICTOR HUGO PATHE

BAUD SUR ENTREE (A. V.O.)

(Fr.), v.o. : Studio Saint-Severin; 12 h. : Paris, de S. Mod; 14 h. : Paris, de S. Mod; 16 h. : Paris, de S. Mod; 18 h. : Paris, de S. Mod; 20 h. : Paris, de S. Mod; 22 h. : Paris, de S. Mod; 24 h. : Paris, de S. Mod.

LES ESCAPES DU FUTUR

(Fr.), v.o. : Studio Saint-Severin; 12 h. : Paris, de S. Mod; 14 h. : Paris, de S. Mod; 16 h. : Paris, de S. Mod; 18 h. : Paris, de S. Mod; 20 h. : Paris, de S. Mod; 22 h. : Paris, de S. Mod; 24 h. : Paris, de S. Mod.

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

LE MONDE — 29 janvier 1977 — Page 37

SPECTACLES

BAUD SUR ENTREE (A. V.O.)

(Fr.), v.o. : Studio Saint-Severin; 12 h. : Paris, de S. Mod; 14 h. : Paris, de S. Mod; 16 h. : Paris, de S. Mod; 18 h. : Paris, de S. Mod; 20 h. : Paris, de S. Mod; 22 h. : Paris, de S. Mod; 24 h. : Paris, de S. Mod.

LES ESCAPES DU FUTUR

(Fr.), v.o. : Studio Saint-Severin; 12 h. : Paris, de S. Mod; 14 h. : Paris, de S. Mod; 16 h. : Paris, de S. Mod; 18 h. : Paris, de S. Mod; 20 h. : Paris, de S. Mod; 22 h. : Paris, de S. Mod; 24 h. : Paris, de S. Mod.

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

LE MONDE — 29 janvier 1977 — Page 37

SPECTACLES

BAUD SUR ENTREE (A. V.O.)

(Fr.), v.o. : Studio Saint-Severin; 12 h. : Paris, de S. Mod; 14 h. : Paris, de S. Mod; 16 h. : Paris, de S. Mod; 18 h. : Paris, de S. Mod; 20 h. : Paris, de S. Mod; 22 h. : Paris, de S. Mod; 24 h. : Paris, de S. Mod.

LES ESCAPES DU FUTUR

(Fr.), v.o. : Studio Saint-Severin; 12 h. : Paris, de S. Mod; 14 h. : Paris, de S. Mod; 16 h. : Paris, de S. Mod; 18 h. : Paris, de S. Mod; 20 h. : Paris, de S. Mod; 22 h. : Paris, de S. Mod; 24 h. : Paris, de S. Mod.

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

SAINT-GERMAIN, 14 JUILLET

OFFRES D'EMPLOI	La semaine	La semaine T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	45,76
une ligne colonne	42,00	48,04
une ligne colonne	9,00	10,29
CARTONS OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

La semaine	La semaine T.C.
L'IMMOBILIER	26,00
"Placards encadrés" 2 col. et +	38,00
une ligne colonne	40,00
une ligne colonne	42,00
CARTONS OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offre d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

IMPTE SOCIÉTÉ DE FABRICATION DÉCOUPAGE - EMBOUTISSAGE

Région parisienne, recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE

Formation A.M., ICAM ou équivalent

- Connaissances approfondies de la conception et de la réalisation d'outillages de presses
- Expérience de études de de grandes séries et de fabrication de de grandes séries
- Poste à hautes responsabilités, dépendant directement de la Direction générale

C.V. et prétentions M. LEVAL

1, rue Georges-Agutte - 75018 PARIS

IMPORTANT SOCIÉTÉ D'ASSURANCE

EQUIPE D'UN H.B.

recherche pour son équipe

JEUNE PROGRAMMEUR

(départ des obligations militaires)

FORMATION

IUT, DEUG ou ÉQUIVALENT

Expérience exigée sur assembleur de bases

travail ORLÈANS

C.V. et prétentions photo (tendance) 3,115 A

31, Bd BONNE NOUVELLE 75002 PARIS qui transmettra

2 RICHARDS-ZEGER

montres métaux précieux, leader sur son marché

chef pour la France

UN CHEF DES VENTES

ayant connaissance des marchés

produits de

EDOUARD RICHARDS S.A.

52, rue Lafayette - 75010 PARIS. Tél. 7.11.11.11

I.B.S. recherche

2 JEUNES CADRES

Fortement motivés par la

travaux techniques et de gestion :

1 ou 2 ans d'expérience ;

50.000 à 60.000 F par an selon expériences et compétences.

L'un plus particulièrement dans le domaine des techniques et des modèles.

L'autre passionné par l'animation.

Envoyer cur. 11, I.B.S. - 14, place de France, BANGHOLM.

emplois régionaux

Banque Populaire

Auvergne - Corrèze

recherche

EXPLOITANTS CONFIRMÉS

cl. III à VI

Belle région - Travail intéressant.

Adresser curriculum détaillé manuscrit à :

DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES

13, place Pierre-de-Coubertin,

63000 CLERMONT-FERRAND

recherche

BANQUE PRIVÉE Sud-Est

recherche

CADRE CONFIRMÉ

pour surveillance engagements toutes natures.

Connaissances de Gestion des Entreprises et Formation Juridique souhaitées.

Age minimum 30 ans.

SAVATZ GREENOBLÉ

Recherche pour emploi temps complet, pour octobre 77

DIRECTEUR (TRICE)

centres de vacances, ayant bonne gestion, pour

DIRECTION ÉTABLISSEMENT

400 LITS

Accueil, classes de neige, centres de vacances d'adultes, et séjours d'adultes.

Couple accepté avec si possible fonction infirmière ou économiste pour conjoint.

Logement assuré. Toute candidature sera examinée.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à :

U.F.C.V., 39, rue d'Angleterre 5905 LILLE CEDEX

Nous prions

instantement nos

annonces d'avoir

l'obligeance de répondre à toutes les

lettres qu'ils reçoivent et de restituer

aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Nous sommes un important Groupe privé d'assurances. Nous avons un développement rapide sur le marché des Risques d'Entreprises.

NOUS CHERCHONS UN HOMME JEUNE POUR RENFORCER L'EQUIPE DES RESPONSABLES DE NOTRE SECTEUR "ASSURANCES DE GROUPE"

Nous voulons :

- qu'il aime les contacts humains
- qu'il prenne des décisions
- qu'il soit capable d'animer une équipe

Il devra avoir une formation supérieure scientifique et des connaissances dans notre spécialité.

Plus spécialement chargé des problèmes techniques et technico-commerciaux, il sera l'interlocuteur privilégié de nos clients commerciaux.

Qualités requises : personnalité dynamique, aptitudes sous pression, esprit d'équipe.

Envoyer C.V. et prétentions sous pli fermé à :

AN.P.M. 1, rue de la République - 92222 NEUILLY SUR SEINE

SOCIÉTÉ 3.000 PERSONNES - 3 USINES PARIS PORTE D'ORLÈANS

1 INGÉNIEUR : CHEFS DE PROJET

1) Formation Ingénieur mécanicien + IAE ou IBA.

2) MIAO + expérience.

Bonne connaissance système informatique de gestion de production et comptabilité prix de revient.

1 ANALYSTE

1 PROGRAMMEUR DUT

- COBOL/Assembleur.

- DOS VS.

Env. curriculum vite à SEDAP, 1011 Gamma D.

151, rue de Berry - 75012 PARIS.

SOCIÉTÉ DE SERVICE

AGENTS TECHNIQUES

confirmés et (niveau DUT)

pour :

INSTALLATIONS TELETRAITEMENT

Compétences :

ÉLECTRONIQUE ET TÉLÉPHONIE

DEPLACEMENTS : fréquence, Paris, province.

Ad. lettre de candidature, 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

À 151, rue de Berry - 75012 PARIS.

secrétaires

Secrétaires de direction

Centre Paris

recherche pour D.R.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

ayant réelle expérience professionnelle et très bonne formation générale. Excellente rédaction, indispensable. Horaires décalés se terminant à 21 heures.

ECRIRE : S.O.P.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

11, rue de l'Opéra, 75001 PARIS.

EQUIPEMENT

TRANSPORTS

Concorde dans l'attente de la décision

Des associations d'hommes d'affaires et des représentants d'organisations syndicales de la ville de New-York viennent de demander au gouverneur Hugh Carey et aux

taires, gestionnaires de l'aéroport Kennedy, d'autoriser l'atterrissage du Concorde sur les rives de l'Hudson. Cette décision, que M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports,

espère favorable, est attendue le 10 février prochain. Les bénéfices que la ville pourrait retirer du Concorde l'emportent de loin sur les risques

pour l'environnement, en particulier le bruit. La pire pollution, c'est le chômage, a indiqué M. Lewis Rudin, président de l'Association "For a Better New-York".

New-York à bout de grogne

De notre correspondant

New-York. — Les adversaires du Concorde ne sont pas les écologistes, mais la résistance qu'ils opposent à l'appareil franco-britannique prend l'allure d'un combat d'arrière-garde. Malgré tout, il reste encore à l'avion supersonique quelques obstacles à franchir.

Le 10 février prochain, le Port Authority (PONYA) devra, en principe, connaître son sentiment sur l'atterrissage du Concorde à l'aéroport Kennedy. Il avait refusé de se plier à la décision de l'Etat de New-York, le 15 janvier dernier, souhaitant, au contraire, pendant six mois la performance de l'appareil supersonique à Washington-Dulles.

Si sa réponse est négative, le cour du Southern District de

New-York devrait rendre son jugement le 18 février dans le procès qui oppose Air France et British Airways au PONYA. Les détracteurs de l'atterrissage du Concorde ont fait valoir la menace d'une véritable catastrophe financière pour le PONYA, au cas où il ouvrirait à l'avion supersonique les portes de l'aéroport de New-York-Kennedy. Dans le procès qui oppose, en 1962, Griggs County aux habitants de l'Etat de New-York, le juge avait admis la responsabilité du gouvernement. Or le cinquième

amendement de la Constitution déclare que la propriété privée ne devra pas être utilisée à des fins publiques sans qu'intervienne une compensation adéquate. Si des procès en chaîne étaient intentés au PONYA et si le gouvernement n'assurait pas ses responsabilités, tous les aéroports américains seraient à long terme menacés de ruine.

Si le PONYA avait parfois rétréci derrière le « précédent Griggs », il s'agit d'un précédent dilatoire, d'un précédent politique, celui de M. Hugh

Carey, gouverneur de l'Etat de New-York, qui, comme son homologue de New-Jersey, peut annuler, dans les dix jours, toute décision du PONYA. M. Carey ne se fait pas illusion sur le prochain et ne s'attend pas à ce que le PONYA ne s'oppose pas à l'atterrissage du Concorde. Il ne compte pas sur le PONYA pour lui faire plaisir.

La majorité du conseil d'administration du PONYA est favorable au Concorde, mais, en vertu du droit de veto du gouverneur de New-York, la décision est suspendue. M. Carey reste plutôt dé-

favorable à l'avion supersonique mais il pourrait modifier son attitude et M. Carey l'y invite. L'appui financier que le gouvernement fédéral pourrait apporter à la ville et à l'Etat de New-York pèserait alors plus lourd dans la balance que la mauvaise humeur des habitants du comté de Westchester.

Depuis un mois, partisans et détracteurs du Concorde ont haussé le ton. L'Emergency Coalition for Stop the Supersonic Transport (E.S.T.) bombarde les New-Yorkais de prospectus qui énumèrent les dangers du Concorde, notamment le bruit, le choc thermique, les vibrations, etc. « New-York ne peut pas se permettre le Concorde », dit le prospectus. « Il ne faut pas seulement le bruit du Concorde, mais aussi le choc thermique, les vibrations, etc. »

Cette campagne de dénigrement a culminé avec la publication, en décembre, d'un article du *Daily News* qui, en coïncidence avec l'atterrissage du Concorde, a fait état de la pollution sonore, de la pollution thermique, de la pollution vibratoire, etc. L'article a été très mal reçu par les habitants de New-York-Kennedy, qui ont écrit au *Daily News* pour lui faire part de leur indignation.

Les pilotes du Concorde ont mis au point, à Washington-Dulles, une procédure qui consiste à faire le maximum de bruit directement au-dessus de l'aéroport, puis à s'élever à une altitude de 10 000 mètres, puis à redescendre à une altitude de 5 000 mètres, puis à remonter à une altitude de 10 000 mètres, etc. Cette procédure a été très mal reçue par les habitants de New-York-Kennedy, qui ont écrit au *Daily News* pour lui faire part de leur indignation.

Les habitants de New-York-Kennedy ont écrit au *Daily News* pour lui faire part de leur indignation. Ils ont écrit que le Concorde est un avion dangereux, qu'il pollue l'environnement, qu'il est très bruyant, etc. Ils ont écrit que le Concorde est un avion qui ne peut pas atterrir à New-York-Kennedy.

Mais, à tout prendre, le second amendement semble avoir été le premier. F. GROSCHARD

Le 10 février prochain, le conseil d'administration de l'Agence spatiale européenne (ESA) adoptera son budget pour 1977. Ce budget, qui sera le premier adopté par l'Agence, sera le résultat de longues négociations entre les gouvernements membres de l'Agence.

Le budget de l'Agence spatiale européenne (ESA) pour 1977 sera le résultat de longues négociations entre les gouvernements membres de l'Agence. Le budget sera adopté par le conseil d'administration de l'Agence le 10 février prochain.

Rejetés en décembre par certains pays membres, les budgets de l'Agence spatiale européenne pourraient être adoptés vendredi à Paris.

Le conseil d'administration de l'Agence spatiale européenne (ESA) a rejeté, en décembre, les budgets de l'Agence pour 1977. Les budgets ont été rejetés parce qu'ils étaient trop élevés.

Le conseil d'administration de l'Agence spatiale européenne (ESA) a rejeté, en décembre, les budgets de l'Agence pour 1977. Les budgets ont été rejetés parce qu'ils étaient trop élevés.

Le conseil d'administration de l'Agence spatiale européenne (ESA) a rejeté, en décembre, les budgets de l'Agence pour 1977. Les budgets ont été rejetés parce qu'ils étaient trop élevés.

Le conseil d'administration de l'Agence spatiale européenne (ESA) a rejeté, en décembre, les budgets de l'Agence pour 1977. Les budgets ont été rejetés parce qu'ils étaient trop élevés.

Le conseil d'administration de l'Agence spatiale européenne (ESA) a rejeté, en décembre, les budgets de l'Agence pour 1977. Les budgets ont été rejetés parce qu'ils étaient trop élevés.

Le conseil d'administration de l'Agence spatiale européenne (ESA) a rejeté, en décembre, les budgets de l'Agence pour 1977. Les budgets ont été rejetés parce qu'ils étaient trop élevés.

Le conseil d'administration de l'Agence spatiale européenne (ESA) a rejeté, en décembre, les budgets de l'Agence pour 1977. Les budgets ont été rejetés parce qu'ils étaient trop élevés.

Le conseil d'administration de l'Agence spatiale européenne (ESA) a rejeté, en décembre, les budgets de l'Agence pour 1977. Les budgets ont été rejetés parce qu'ils étaient trop élevés.

Le conseil d'administration de l'Agence spatiale européenne (ESA) a rejeté, en décembre, les budgets de l'Agence pour 1977. Les budgets ont été rejetés parce qu'ils étaient trop élevés.

Le conseil d'administration de l'Agence spatiale européenne (ESA) a rejeté, en décembre, les budgets de l'Agence pour 1977. Les budgets ont été rejetés parce qu'ils étaient trop élevés.

Le conseil d'administration de l'Agence spatiale européenne (ESA) a rejeté, en décembre, les budgets de l'Agence pour 1977. Les budgets ont été rejetés parce qu'ils étaient trop élevés.

Le conseil d'administration de l'Agence spatiale européenne (ESA) a rejeté, en décembre, les budgets de l'Agence pour 1977. Les budgets ont été rejetés parce qu'ils étaient trop élevés.

Le conseil d'administration de l'Agence spatiale européenne (ESA) a rejeté, en décembre, les budgets de l'Agence pour 1977. Les budgets ont été rejetés parce qu'ils étaient trop élevés.

Le conseil d'administration de l'Agence spatiale européenne (ESA) a rejeté, en décembre, les budgets de l'Agence pour 1977. Les budgets ont été rejetés parce qu'ils étaient trop élevés.

Le conseil d'administration de l'Agence spatiale européenne (ESA) a rejeté, en décembre, les budgets de l'Agence pour 1977. Les budgets ont été rejetés parce qu'ils étaient trop élevés.

D'UNE REGION A L'AUTRE

A PROPOS DE...

LA C.F.T. ET LA C.G.S.I. ÉCARTÉES DES COMITÉS ÉCONOMIQUES

Déblocage

Le récent arrêt du Conseil d'Etat contestant la représentativité de la Confédération française du travail (C.F.T.) et de la Confédération générale des syndicats indépendants (C.G.S.I.), leur ôte ainsi le droit de négocier

Cette décision est injuste et importante sur le plan syndical, naturellement, mais elle a aussi des conséquences économiques. Elle a des conséquences économiques. Elle a des conséquences économiques.

En effet, en Champagne-Ardenne et en Languedoc-Roussillon, la C.F.T. était représentative dans chaque comité, par son adhésion. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, c'est un membre de la C.G.S.I. qui siègeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

concernées, ni la C.G.T. ni la C.F.T. n'ont pu négocier avec les patrons. Elles ont été écartées des comités économiques. Elles ont été écartées des comités économiques.

En effet, en Champagne-Ardenne et en Languedoc-Roussillon, la C.F.T. était représentative dans chaque comité, par son adhésion. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, c'est un membre de la C.G.S.I. qui siègeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

concernées, ni la C.G.T. ni la C.F.T. n'ont pu négocier avec les patrons. Elles ont été écartées des comités économiques. Elles ont été écartées des comités économiques.

En effet, en Champagne-Ardenne et en Languedoc-Roussillon, la C.F.T. était représentative dans chaque comité, par son adhésion. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, c'est un membre de la C.G.S.I. qui siègeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

concernées, ni la C.G.T. ni la C.F.T. n'ont pu négocier avec les patrons. Elles ont été écartées des comités économiques. Elles ont été écartées des comités économiques.

En effet, en Champagne-Ardenne et en Languedoc-Roussillon, la C.F.T. était représentative dans chaque comité, par son adhésion. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, c'est un membre de la C.G.S.I. qui siègeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait. En Alsace, c'était un représentant de la C.G.S.I. qui siégeait.

EQUIPEMENT

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

TRANSPORTS

La surveillance de la navigation des gros pétroliers va être renforcée

La politique des transports, qui se fonde en équilibre, en fait, d'articuler autour de trois axes : contribuer au redressement de la balance économique, améliorer la vie quotidienne, assurer les échanges internationaux, a été présentée jeudi 27 janvier, M. Louis Ruda, secrétaire d'État aux transports.

● **L'AÉRONAUTIQUE** — A propos d'Air France, il importe que les responsables soient clairement définies. « C'est pourquoi, nous allons, dans les semaines qui viennent, préciser les responsabilités de la compagnie et de la nation, pour celle-ci, des contraintes particulières auxquelles elle peut être soumise de la part de l'État », a déclaré le ministre.

● **LES TRANSPORTS TERRESTRES** — « Pour le transport routier des marchandises, l'enjeu est maintenant, avec la profession et avec le concours de l'Agence pour la sécurité des transports, la mise au point d'un programme d'économies, permettant la réduction des coûts, sans nuire à la sécurité », a déclaré le ministre.

Un autre axe est la mise au point de collectifs adaptés aux handicaps.

● **MARINE MARCHANDE** — Les quantités de poissons débarquées en 1976 ont augmenté de 10 %. Pour accroître la production, les investissements à terre (froid, plans préparés) doivent être renforcés. M. Ruda a aussi annoncé des mesures pour renforcer la sécurité de navigation des gros pétroliers. « Les actions, en fait, avec les autorités anglaises, pour la mise en œuvre d'un système de surveillance de la navigation des gros pétroliers, vont être renforcées », a-t-il déclaré.

la Manche (parage des Casquets) et à Ouessant, dans le Pas-de-Calais.

« Il ne s'agit pas d'interdire à ces gros navires les eaux territoriales. La France est traditionnellement attachée au principe du droit de passage inoffensif des navires de l'Etat riverain. Mais ces navires doivent conformer leurs règlements pris en matière de sécurité ».

● **« ILLE DE BEAUTE » VENDU** — Le paquebot de la Société nationale des Messageries de la Méditerranée, qui s'appellera désormais « Ile de Beauté », sera vendu à un investisseur panaméen. Il assurait la liaison entre Marseille et le Congo, l'Afrique du Nord, l'Inde et l'Australie, qui s'appellera désormais « Ile de Beauté ». Il sera remplacé par un nouveau paquebot, le « Ile de Beauté », qui sera livré en 1978.

● **DES FRANÇAIS POUR LE METRO D'ATHENES** — Trois sociétés françaises ont été chargées de faire une étude préalable pour l'installation d'un métro à Athènes. Il s'agit de la S.N.C.M. (Société nationale des Messageries de la Méditerranée), de la R.A.T.P. (Région parisienne des transports urbains), et de la S.O.G.E. (Société d'Organisation Générale des Entreprises). Les sociétés ont été chargées de faire une étude de faisabilité, de la conception, de la construction, de l'exploitation et de la maintenance du métro.

HANDICAPÉS

FIN D'UNE EXPÉRIENCE ORIGINALE EN FRANCE

Le Centre d'aide par le travail de Besançon a déposé son bilan

A l'unanimité, les membres du conseil d'administration du Centre d'aide par le travail (CAT) de Besançon, employant cent cinquante personnes handicapées physiques ou mentales, ont décidé, lors d'une assemblée générale, de cesser l'activité du Centre.

Besançon. — Rue Ampère, dans le quartier industriel de Besançon, l'atmosphère n'est pas gaie au Centre d'aide par le travail, un ensemble de bâtiments clairs et modernes, construits sur un seul niveau en rez-de-chaussée, qui rassemblent plus d'un O.E.S. qu'une usine, ce qu'il est pourtant par sa vocation officielle. Il abrite jusqu'à ces derniers jours des salariés à part entière, ou presque.

Aujourd'hui, c'est la débâcle. Le déficit de bilan. Le déficit financier plus de 300 000 F. Pour que les dépenses de fonctionnement soient couvertes par le prix de journée versé par la direction départementale de l'action sanitaire et sociale (80,70 F par jour et par personne), l'association d'entraide par le travail, gestionnaire de l'établissement, envisage soit le licenciement de quarante-cinq membres du personnel d'encadrement, soit l'abandon de l'activité, soit la mise en liquidation. Les salariés handicapés, qui ont été recrutés par le Centre, ne seront pas licenciés. Ils seront réaffectés dans d'autres établissements de la région.

de s'accroître, notamment pour le personnel d'encadrement. C'est la fin d'une expérience, pourtant digne d'intérêt, menée sous l'impulsion de la municipalité socialiste, qui avait voulu assurer aux handicapés des salaires décents. Les décrets, qui ont posé des problèmes structurels de la nouvelle loi d'orientation des handicapés, ont été votés en 1975.

De notre envoyé spécial

Le Centre d'aide par le travail (CAT) de Besançon, qui employait cent cinquante personnes handicapées, a déposé son bilan. L'association d'entraide par le travail, gestionnaire de ce Centre, a décidé, lors d'une assemblée générale, de cesser l'activité du Centre.

Une véritable usine

Le Centre d'aide par le travail (CAT) de Besançon, qui employait cent cinquante personnes handicapées, a déposé son bilan. L'association d'entraide par le travail, gestionnaire de ce Centre, a décidé, lors d'une assemblée générale, de cesser l'activité du Centre.

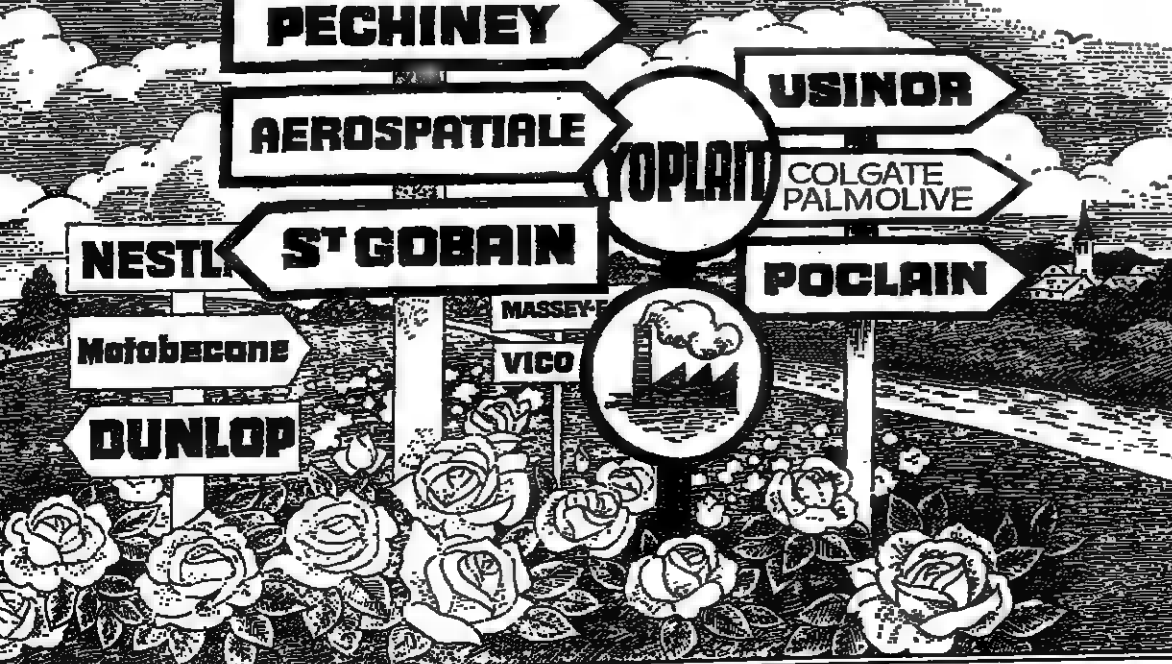
La Picardie: il n'y pousse pas seulement les plus belles roses.

Les roses de Picardie appartiennent déjà au répertoire. La réalité d'aujourd'hui, si elle est moins romantique n'en est pas moins souriante. Car dans la Picardie séculaire fleurissent maintenant, fleurs de métal ou de verre, les industries nouvelles. Et les Picards ne sont pas ingrats. Ils ont rendu un intérêt les bienfaits que leur apportent l'industrialisation et le développement économique de leur région. Demandes à Poelain, Dunlop, Motobécane et tous les autres s'ils regrettent d'être implantés en terre picarde. Qu'ils soient chimistes, métallurgistes, hommes du textile ou de l'alimentation, ils vous diront qu'ils ont trouvé en terre picarde une région riche et généreuse, sillonnée de voies de communication. Une région économique grande sur les bords de l'Europe du Nord, sur l'Angleterre.

Il vous diront aussi qu'ils découvrent chez les Picards ce courage et cette volonté d'entreprendre et de réussir. Qualités spécifiques d'une population active qui profitera bientôt d'un formidable miroitement qui est le miroitement de la région parisienne et le Nord. Quand Paris demain étouffera, il vous faudra alors compter avec l'espace picard.

A moins que vous n'ayez déjà sagement choisi d'aller voir ce qui germe aujourd'hui en Picardie.

Etablissement Public Régional de Picardie.



CONFLITS ET REVENDICATIONS

La grève du 27 janvier a été très suivie par les enseignants et les personnels communaux

La grève de vingt-quatre heures, déclenchée, jeudi 27 janvier, par sept organisations syndicales de la fonction publique (C.G.T., F.E.N., F.O., C.G.C., C.F.T.C., A.S., A.F.), pour s'opposer à la politique gouvernementale en matière de pouvoir d'achat, a été très suivie par les enseignants et les personnels communaux.

Les consignes syndicales ont été très strictes. L'enseignement primaire (70 %), l'enseignement secondaire (60 %), l'enseignement supérieur (50 %), les personnels communaux (40 %). Dans la P.T.T., la grève a été suivie par 80 % du personnel, surtout dans les ministères, surtout dans le courrier à destination des administrations et des services publics.

Dans la région de la Somme, la Fédération F.O. annonce 80 % de grévistes. Dans la région de la Seine-et-Marne, la Fédération F.O. annonce 80 % de grévistes. Dans la région de la Seine-Saint-Denis, la Fédération F.O. annonce 80 % de grévistes.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A L'ÉTRANGER

En Australie et en Nouvelle-Zélande

La crise la plus grave depuis les années trente

De notre correspondant

Canberra. — L'Australie et la Nouvelle-Zélande traversent la crise économique la plus grave depuis les années trente, cette crise s'accompagne de tensions sociales et politiques croissantes.

En Australie, la coalition conservatrice conduite par le parti libéral de M. Fraser est accusée de ne pas avoir de politique économique cohérente, notamment depuis qu'elle a procédé, en novembre, à une dévaluation inattendue de 17,5 % du dollar, la monnaie nationale, puis à une série de réévaluations ayant pour effet de ramener ce taux à 12,4 %.

La partie de crédibilité du gouvernement se reflète dans les sondages d'opinion (45 % seulement des voix en sa faveur, contre 50 % pour l'opposition travailliste). La popularité personnelle de M. Fraser est également en baisse ; elle est tombée de 64 à 36 %, et se situe au même niveau que celle du chef du parti travailliste, M. Whitlam.

Ce climat plus que morose affecte profondément la coalition gouvernementale, au sein de laquelle les divergences sur la politique à suivre pour remonter le navire sont aussi grandes que dans l'opposition publique. M. Fraser et ses principaux ministres, y compris celui des finances, M. Phillip Lynch, soulignent que la dévaluation aurait dû encourager une reprise des activités — par le coup de fouet qu'elle donne à l'exportation — et spécialement dans le secteur des industries textiles. Mais la majorité des dirigeants d'entreprises estiment que la politique néo-dévaluée de Canberra n'est pas de nature à restaurer la confiance, et qu'une relance de la consommation intérieure est la clé d'un redressement économique. Dans ce but, affirment-ils, une diminution de la pression fiscale est nécessaire.

La puissante organisation des industries textiles, qui emploie beaucoup de main-d'œuvre, déclare que l'économie a besoin de stimulants. Elle se dit dépendre d'un accroissement du déficit budgétaire. Ces suggestions rencontrent une large approbation parmi les syndicats. La relance de la consommation implique le rétablissement de la confiance, qui ne sera possible que si la situation sur le marché du travail s'améliore. Or beaucoup de gens épargnent dans la crainte de perdre leur emploi. Et on a l'impression que la plupart des membres de l'équipe gouvernementale veulent ignorer cette situation. Selon les chiffres officiels, 327 534 Australiens sont actuellement sans emploi, soit 5,4 % de la population active. Certains observateurs estiment même que ces chiffres sont inférieurs à la réalité.

D'autre part, le coût de la vie a augmenté dans des proportions inhabituelles. Selon les estimations les plus optimistes, le taux d'inflation restera au cours des prochains mois au niveau élevé où il se trouve actuellement (14 à 15 % l'an), alors que le gouvernement espérait qu'il ne dépasserait pas 10 %.

En Nouvelle-Zélande, la situation est sensiblement différente, mais le gouvernement de M. Robert Muldoon, comme l'indique la tradition travailliste qu'il a remportée en 1975, a de grandes

difficultés à maintenir le chômage à son niveau actuel, relativement faible il est vrai. Le mois dernier, le nombre de chômeurs était de 44 533 personnes. Le gouvernement reconnaît qu'il y a encore beaucoup de travail à faire pour réduire le chômage, mais il estime que la balance des paiements, le précédent des sommes empruntées sur le marché international, afin de mettre autant que possible de la main à l'œuvre, est aussi bien le montant de la dette nationale s'élève-t-il aujourd'hui à 270 millions de dollars. M. Muldoon prévoit que celle-ci sera réduite de moitié environ d'ici au milieu de l'année. Quel qu'il soit, le gouvernement sera vraisemblablement forcé de freiner les importations.

Une telle décision irait à l'encontre des conditions imposées par le Fonds monétaire international, auquel la Nouvelle-Zélande a beaucoup emprunté, et serait évidemment mal accueillie par ses partenaires commerciaux.

La dévaluation de la monnaie australienne a forcé la Nouvelle-Zélande à prendre une mesure similaire, bien que celle-ci n'ait pas été aussi importante. Mais la confiance des milieux d'affaires a été encore plus ébranlée par la banqueroute, en décembre, de la Security Bank Group of Companies, la banque d'affaires la plus importante du pays.

Le taux d'inflation se situe aux environs de 15 %, après avoir été de 17 % l'année dernière, mais il est appelé à augmenter. Wellington avait, en décembre, levé les interdictions de hausses des prix affectant un grand nombre de produits. Et ceci encourage les revendications salariales.

Somme toute, les deux pays n'ont pas pour le moment bénéficié de la situation prévalant chez leurs deux principaux partenaires commerciaux, les États-Unis et le Japon, où l'inflation a été mieux contrôlée, sans que la relance soit pour autant découragée.

KENNETH RANDALL

FAITS ET CHIFFRES

UNE FIRME BRITANNIQUE S'INTÉRESSE À POCLAIN

Le groupe américain Case-Teneco n'est pas seul à s'intéresser à Poclain (le Monde du 25 janvier). La présidente de la firme britannique, M. C. Bamford, spécialisée dans la production de matériel de terrassement, a en effet annoncé le jeudi 27 janvier qu'elle avait proposé au ministère de l'Industrie et de la Recherche et aux dirigeants de Poclain que la société qu'il dirige prenne une « participation substantielle » dans le capital de l'entreprise française. Il s'agit, selon M. Bamford, d'éviter une domination américaine dans ce secteur.

De son côté, la Fédération des métaux C.G.T. dénonce le protocole C.G.T. passé entre les dirigeants de Poclain et le groupe américain Case-Teneco. « Si le gouvernement donnait son accord à une telle réalisation, il s'engagerait à une relance de la politique du prix », affirme la C.G.T.

En Allemagne fédérale

Le budget prévoit une croissance de 5 % et une hausse des prix de 4 % en 1977

De notre correspondant

Bonn. — Le gouvernement fédéral allemand a adopté, le mercredi 26 janvier, le rapport économique et le projet de budget 1977. Le rapport prévoit une croissance réelle du produit national brut de 5 % et estime que la hausse des prix comme le taux de chômage resteront inférieurs à 4 % (ce qui en moyenne représentait huit cent cinquante mille chômeurs pour cette année).

M. Friderichs, ministre fédéral de l'économie, a déclaré que la situation sur le marché du travail, problème n° 1 du gouvernement, ne pourra être améliorée que progressivement et à condition que les investissements privés augmentent.

Le programme d'investissements publics que le gouvernement fédéral devrait soumettre aux Länder au milieu du mois de février, aura un volume de 10 à 12 milliards de deutschemarks pour les quatre prochaines années. Le budget sera financé par l'État fédéral. Le ministre de l'économie espère que 3 milliards de crédits pourront être dégagés de cette année. Il ne s'agit pas d'un plan relance globale de l'activité économique, mais d'un programme d'amélioration des infrastructures publiques qui concernent surtout l'approvisionnement en énergie, la sécurité routière, les voies navigables et l'environnement.

Les syndicats et les représentants de l'aile gauche du parti social-démocrate ont vivement critiqué ce projet, qui leur semble insuffisant pour réduire les déficits de l'économie allemande. Ils réclament des investissements publics de l'ordre de 20 à 25 milliards de deutschemarks. M. Friderichs a lui-même reconnu que le programme gouvernemental ne permettrait pas une croissance plus élevée, mais qu'il « contribuerait à réduire les risques ».

Le ministre s'est refusé à citer le taux des augmentations de salaires qui lui paraît raison-

nable, mais il a demandé que les accords salariaux de cette année ne perdent pas le contact avec ceux de l'année dernière (les salaires avaient alors augmenté de moins de 6 %). Selon le rapport économique du gouvernement, la distribution du revenu national devrait se faire en 1977 selon les mêmes clés qu'en 1976 et les revenus du capital augmenteraient légèrement plus vite que ceux du travail.

Le projet de budget prévoit un volume de dépenses de 171,8 milliards de DM, en augmentation de 6,3 % par rapport à 1976, soit une hausse légèrement supérieure à l'augmentation des prix. Avec des rentrées fiscales estimées à 144 milliards et compte tenu de quelques recettes annexes, le déficit budgétaire s'élève à 27,8 milliards de DM ; il sera ainsi légèrement inférieur aux investissements publics prévus dans le budget (22,97 milliards de DM) ainsi que l'exige la Constitution.

Le principal poste de dépenses reste le budget du ministère du travail avec 37,3 milliards de DM (-3,5 % par rapport à 1976), puis celui de la défense : 23,4 milliards (+1,4 %), des transports : 20,4 milliards (+3,7 %), de la jeunesse et de la santé : 15,8 milliards (+8,9 %). Les dépenses d'éducation, qui s'élevaient à 3,7 milliards de DM sont en diminution de 4,2 %, mais il faut rappeler que l'éducation est en principe de la compétence des Länder.

DANIEL VERNET

LA PRODUCTION D'ACIER DE L'ALLEMAGNE FÉDÉRALE a atteint, en 1976, 42,4 millions de tonnes, soit 4,9 % de plus qu'en 1975. Pendant cette même année, la production française qui avait fléchi de 20 % en 1975, a progressé de 1,9 %, pour atteindre 23,3 millions de tonnes.

COMMERCE EXTÉRIEUR

M. ROSSI REGRETTE L'INSUFFISANCE DES ÉCHANGES FRANCO-ISRAËLIENS

« Les échanges franco-israéliens sont insuffisants », a déclaré, le 27 janvier, M. André Rossi, ministre du commerce extérieur, à l'issue d'un déjeuner organisé par la Chambre de commerce Franco-Israélienne. De fait, Paris n'est que le septième partenaire commercial de Tel-Aviv, derrière les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, l'Italie, les Pays-Bas et le Japon. Les ventes de la France n'ont, selon les statistiques israéliennes, progressé que d'un tiers depuis 1972, alors que celles de la R.F.A. ont doublé et celles de la Grande-Bretagne triplé.

M. François Pereira, président de la Chambre de commerce Franco-Israélienne, a déclaré avoir « avec effacement » les déplacements de M. Rossi — dont le dernier voyage, en Arabie Saoudite, s'est achevé, le 25 janvier, — a regretté de son côté cette insuffisance. Les industriels français « seraient-ils, a-t-il dit, moins bons commerçants qu'ils ne le seraient-ils » ?

M. Pereira a ajouté qu'il regrettait « de ne pas accepter plus facilement les pressions ou d'autres contraintes que celles découlant de la libre concurrence » (1). Pour les onze premiers mois de 1976, les exportations françaises, composées en quasi-totalité de produits industriels, ont atteint 683 millions de francs contre 669 millions de francs la même période de 1975, progressant seulement de 2,6 %. Les importations, quant à elles, augmentées de 29,4 % pour s'élever à 630 millions de francs. Les échanges commerciaux, qui représentent 40 % du total, s'étant fortement accrus à la suite de la sécheresse.

(1) L'Assemblée nationale a adopté le 20 novembre 1976, la loi relative à l'importation de produits étrangers, qui a pour objet de faciliter l'importation de produits étrangers en matière de commerce international. (Le Monde du 1 décembre).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CERABATI

La société Cerabati vient de prendre le contrôle de la société Haviland S.A. à Limoges et de la société américaine Haviland Inc.

Après la démission de M. Paul Coiffre et des quatre administrateurs de son groupe, le conseil d'administration de Haviland S.A., dans sa réunion du 26 janvier, a appelé à son conseil quatre nouveaux administrateurs de la société Cerabati, et désigné comme président de Haviland S.A. M. Jean de Vogüé.

Ces nominations proviennent de propositions pour ratification à l'assemblée ordinaire de juin 1977.

Cerabati, premier producteur français de carreaux et fabricant d'appareils sanitaires de luxe, possède ainsi sa politique de diversification dans un secteur où elle était représentée par sa filiale Céraline, dont les modèles sont distribués en Europe et aux États-Unis.

BURROUGHS

Le chiffre d'affaires de l'année 1976 s'élève à 1 501 500 dollars, en augmentation de 12 % par rapport à l'année 1975.

Avec 185 900 000 dollars, les bénéfices sont en augmentation de 13 %. Le revenu par action a été de 4,63 dollars (soit une augmentation de 13 %) sur un nombre moyen d'actions en circulation de 40 264 684.

Le carnet mondial de commandes de l'année 1976 a augmenté de 17 % par rapport à l'année précédente.

PHILIP MORRIS INC.

LES CIGARETTES MARLBORO FABRIQUÉES ET COMMERCIALISÉES EN U.R.S.S.

Philip Morris Inc. vient de signer avec le gouvernement soviétique un accord de licence pour la fabrication et la commercialisation, en U.R.S.S., des cigarettes Marlboro. Cet accord a été signé par M. W. Murray, président de Philip Morris Europe/Moyen-Orient/Afrique, et le premier de ce type passé entre l'industrie américaine du tabac et une compagnie étrangère.

La production des cigarettes Marlboro en U.R.S.S. commencera dès cette année, utilisant un mélange de tabacs soviétiques et de tabacs importés des États-Unis. En contrepartie de ces importations, Philip Morris achètera à l'Union soviétique des tabacs de type américain livrés sur place.

A cet effet, Philip Morris apportera son assistance technique à la conduite d'un programme expérimental de production de tabacs de type américain en République de Moldavie.

Cet accord de licence constitue une nouvelle étape dans le processus de collaboration engagé dès 1974 entre Philip Morris Inc. et le Comité ministériel de l'U.R.S.S. pour la science et la technologie, notamment pour la fabrication des cigarettes et le développement du vol Apollo-Soyouz.

Moteurs électriques neufs

- haute qualité - de 0,25 CV à 500 CV
Prix très bas - plus réduit par quantité
Tous les roulements depuis 1250
H. ROCOPLAN
52200 LANGRES

Liberté à l'Etoile
en 7 minutes.
Le temps que vous prenez habituellement pour faire le plein.
du studio ou 60 places
Liberté: 776.37.00
sur le port public de 24 hectares
à 19 h. Fermé mardi

A MARSEILLE
PORT MARSEILLE
PORT MARSEILLE
à 19 h. Fermé mardi

La fête de l'audiovisuel
du 24 au 30 janvier 77

5^e salon international audiovisuel communication

palais des congrès - porte maillot 29
DE 10 H A 20 H (NOCTURNE LE SAMEDI 29) PRIX D'ENTRÉE: 12F - TÉL. 758.22.22
ORGANISATION S.D.S.A. - 20 RUE HAMELIN - F 75116 PARIS - TÉL. 505.13.17 - TÉLEX 630 400

former-informer-promouvoir-distraire

Un nouveau regard sur l'utilisation quotidienne des images et du son dans la communication.

Une exposition internationale

- matériels et systèmes
- sociétés de services
- édition de programmes (conseils en communication, audiovisuels, location de matériel, etc.)

Un forum "Illustration de l'audiovisuel"

Présentations-débats sur les aspects les plus divers de l'application de l'audiovisuel dans la vie quotidienne

	matin (10 h)	après-midi (15 h)
Lundi 24	• Architecture et Environnement • La Société des Services	• Audiovisuel en liberté • L'Informatique
Mardi 25	• Pour rencontrer les supports audiovisuels • Outil de communication dans l'entreprise	• Vidéo légère solution pour les P.M.E. • Gadget ou outil de travail
Mercredi 26	• Expériences internationales dans l'éducation • Expériences entre éducateurs et élèves	• Comment trouver un métier grâce à l'audiovisuel • Audiovisuel et Science
Jeudi 27	• Audiovisuel sur les points de vente • L'audiovisuel et les conventions de vente	• Stratégies movies - Festival du film publicitaire • Peut-on croire au marketing politique?
Vendredi 28	• Le super 8 • Le choix des moyens	• Le point sur les matériels • Sport et vidéo
Samedi 29	• Festival des Loires • Audiovisuel et sociologie clinique	• Grand prix audiovisuel de l'Académie du disque français • L'apport de l'audiovisuel dans la psychiatrie
Dimanche 30	• Toute la journée animations audiovisuelles	

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AGRICULTURE

CORRESPONDANCE

LES RIGUEURS DE LA SÉLECTION
DANS L'ÉLEVAGE CHAROLAIS

La cour d'appel d'Orléans examine le 28 janvier une affaire qui oppose un agriculteur normand, M. Jean-Louis Noizé, à un éleveur, M. André Soulier, sur l'origine et la qualité d'un élevage charolais. A la suite de l'arbitrage que nous avons publié sur cette affaire (le Monde du 14-15 novembre), nous avons reçu de M. Marc Bomby, secrétaire général du herd-book charolais, une longue miss au point dont voici les principaux passages :

Contrairement à ce qui est laissé entendre, les faits datent de la période où l'ingénieur agronome détaché par le ministère « contrôlait » le herd-book et son témoignage figure au dossier. Je tiens à dire au passage que cette interprétation de son rôle est tout à fait tendancieuse. En fait, le herd-book avait besoin, pour mener à bien la modernisation de son secrétariat, d'un ingénieur spécialisé en élevage. Il avait demandé et obtenu de se voir détacher quelqu'un par le ministère de l'Agriculture. (...)

Écrire que ses dirigeants trouvent l'erreur de filiation normale, relève de la diffamation, quand, précisément, ils ont personnellement fait introduire cette erreur dans les statuts. Reconnaître que ce problème existe, et le combattre, est une chose ; le tolérer en est une autre. Il est clair que la race charolaise est une étude faite par l'Institut technique de l'élevage bovin à fait ressortir pour elle-même des pourcentages d'impureté significativement inférieurs à la moyenne nationale. Seulement, l'expérience a montré que l'erreur n'était pas en soi une preuve de fraude et l'objet du procès qui est à l'origine de ce débat ne porte pas sur l'existence ou la non-existence des erreurs — elles existent et elles ont été traitées selon la procédure habituelle — mais sur le fait d'avoir ou non été intentionnelles et volontaires.

En ce qui me concerne, puisque je suis mis personnellement en cause, je m'élève avec indignation contre l'interprétation de pourcentages concernant vraisemblablement les comparaisons inférieures à la moyenne nationale. Je rappelle que je n'ai jamais dit que la vérité était « à l'origine de ce débat » et aurais omis un des termes. J'avoue que je ne m'en suis pas rendu compte — le tribunal non plus, sans doute — et me suis borné à faire ce qu'on me demandait : « lever la main droite » et dire « je le jure ».

Je voudrais souligner aussi que si j'étais absent à Orléans, ce n'est pas en raison de quelque machiavélique dérobade mais simplement que l'on ne m'y avait pas convoqué. (...)

L'honorabilité de M. Bomby n'est pas en cause. Le jugement de la cour d'appel de Bourges a été cassé parce que le secrétaire général du herd-book charolais n'a pas prêté serment dans la forme. C'est un fait. Au reste, les dénégations de M. Bomby ne satisfont pas pleinement. Une récente note du cabinet du ministre de l'Agriculture apporte, en effet, à propos de cette affaire les précisions suivantes :

« Le rapport du service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité est bien au dossier de cette affaire, et ses conclusions ont conduit à une intervention auprès du président du herd-book charolais, qui a, alors, pris un certain nombre de sanctions (élimination du livre des animaux litigieux).

Sur le plan général, il faut dire que, jusqu'à une époque récente, le herd-book charolais ne disposait d'aucun moyen pour contrôler la généalogie des reproducteurs inscrits : il se contentait d'enregistrer les déclarations des éleveurs, d'où des abus certains. Mais l'état d'esprit des sélectionneurs a changé avec l'arrivée de générations plus jeunes, plus techniciennes et aussi avec l'arrivée d'éleveurs d'autres races. Aussi, de plus en plus, les inspecteurs marqués ont-ils contrôlé les déclarations faites par les éleveurs et surtout la mise au point du contrôle des filiations par l'analyse des groupes sanguins a-t-il permis de trouver l'instrument d'un contrôle sérieux.

C'est ainsi que le herd-book charolais aura contrôlé, en 1976, environ trois mille filiations par

l'analyse des groupes sanguins. De plus, les inspecteurs marqués ont, au hasard, les déclarations faites par les éleveurs.

« Le herd-book charolais fait donc des efforts et dispose des moyens techniques nécessaires pour contrôler les filiations, donc donner des garanties de plus en plus grandes.

« Mais le ministère de l'Agriculture ne tolère pas qu'une suspicion générale s'instaure à l'égard des garanties données pour les reproducteurs d'une race bovine française des plus prestigieuses.

« C'est pourquoi il a déjà aidé financièrement le herd-book charolais à la reprise du fichier de tous les animaux sur support magnétique. De plus, il va demander au conseil d'administration du herd-book charolais de multiplier les vérifications de filiation par l'analyse des groupes sanguins, malgré le coût (120 F à 150 F par analyse et quatre vingt mille déclarations de naissance). Une priorité budgétaire devrait être accordée à cette action. Le contrôle administratif de l'organisme concerné sera également renforcé avec modification des structures de décision. » — A. G.

Les producteurs de whisky écossais reprochent aux autorités françaises des pratiques discriminatoires

De notre correspondant

Londres. — Les producteurs de whisky écossais se plaignent amèrement que, depuis l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, le gouvernement français ait recours contre eux à des mesures discriminatoires tout à fait incompatibles avec la lettre et l'esprit du traité de Rome.

M. Adam Bergius, porte-parole de l'Association du whisky écossais, qui est lui-même à la tête de la société produisant le whisky Teshner, vient d'adresser au gouvernement un appel très pressant pour que Londres l'une des plus importantes industries exportatrices du Royaume-Uni.

D'ici quelques jours, en effet, le « droit de consommation » imposé par les autorités françaises va être accru de 11 % en ce qui concerne le scotch. Déjà, le whisky écossais se voyait frappé en France du « droit de fabrication » qui, non seulement, n'est pas imposé au cognac, mais qui ne touche pas non plus des alcools tels que le rhum de la Guadeloupe et de la Martinique.

Les protestations des producteurs de whisky expliquent d'autant mieux que, pour la première

fois, la croissance de leurs exportations est en train de se ralentir. Elle n'atteint plus que 1,7 % par an, alors que les fabricants s'étaient accoutumés à voir leurs ventes à l'étranger s'accroître régulièrement de 10 %.

[La majoration des droits sur les alcools faisait partie du dispositif du plan Barre (le Monde du 24 septembre 1976) concernant les recettes nouvelles. Le projet, qui visait initialement tous les alcools, a été modifié au cours du débat budgétaire à l'Assemblée des parlementaires de la région de Cognac.]

La société Logabax conservera son autonomie

La situation de l'industrie française de la mini et péri-informatique se décline peu à peu, et la phase de constitution de « pôles de regroupement », que M. d'Ornano avait appelée de ses vœux il y a deux ans, semble aujourd'hui s'achever, du moins à l'échelon français.

Logabax (250 millions de francs de chiffre d'affaires), que l'on avait songé un moment à « marier » au groupe C.G.E., restera « autonome ». La société a signé avec les pouvoirs publics un contrat de croissance aux termes duquel l'Etat s'engage à lui favoriser, au cours des quatre prochaines années, l'accès aux diverses procédures d'aide publique (crédits D.G.R.S.T., contrats d'étude, etc.). Les deux actionnaires de Logabax, la société

financière Belge Electrobelt (majoritaire avec 65 %) et l'Institut de développement industriel (35 %) vont souscrire, chacun pour sa part, à une augmentation de capital de 15 millions de francs et à une émission d'obligations convertibles de 31 millions de francs.

Un second pôle est constitué par les achats de la C.I.T. non apportés à Honeywell-Bull et le département informatique de la Télémelec électrique. Une holding, dit le groupe Thomson, détiendra 55 %, contrôle deux entreprises : la S.E.M.S., spécialisée dans les activités mini-informatiques et militaires proprement dites, la Compagnie Industrielle pour l'électronique, qui regroupe essentiellement les usines de Toulouse, des Andelys et le siège social de Rocquencourt de l'ex-C.I.T. M. Michel Drancourt a été chargé de la reconstitution de ces unités. Si pour Les Andelys et le siège social il n'y a guère de problèmes, il n'en est pas de même pour Toulouse, où la situation et le « moral » des mille ou deux salariés ne sont pas brillants. Il s'agit de trouver de nouvelles activités pour une usine conçue spécialement pour le montage des ordinateurs de la C.I.T.

Pour M. Drancourt, le problème n'apparaît pas à la quadrature du cercle : comment maintenir à Toulouse des activités autonomes ayant un degré de technicité suffisamment élevé ?

La C.G.E. constitue le troisième pôle de ce secteur industriel. A côté de sa filiale Transac (115 millions de francs), va figurer maintenant Sintra (220 millions de chiffre d'affaires), dont le groupe de M. Ambroise Roux vient de prendre le contrôle majoritaire par le biais d'une offre publique d'échange. Reste à régler le cas d'Intertechnique (250 millions de chiffre d'affaires). On avait songé à un rapprochement avec Logabax, puis avec la C.G.E. Avec cette dernière les négociations semblaient bien avancées, mais elles sont apparemment rompues, et Intertechnique reste seule. Pour combien de temps ? — J.-M. Q.

Le 18 février 1977

le Nihon Keizai Shimbun

Premier quotidien économique et financier national japonais

avec la participation du « Monde »
organise un colloque sur
« Les relations économiques
entre le Japon et l'Europe »

Salon Aiglon, Hôtel Inter-Continental

Pour tout renseignement
téléphoner au 233.41.01
Nombre de places limité

Une grande routière
pour le week-end.

europcar
645.21.25

(PUBLICITE)

DISTRIBUTEURS EN FRANCE

Société américaine cherche distributeurs-stockeurs exclusifs, dynamiques et financièrement sains, experts dans le domaine de la commercialisation, pour un nouveau et passionnant produit sophistiqué, protégé par un copyright, dans le secteur, en rapide croissance, de l'information et de l'éducation. Le vente de ce programme sur votre territoire exclusif apporte des bénéfices exceptionnels intéressants si elle s'effectue selon le plan de commercialisation fourni par le Directeur général pour l'Europe. Si vous cherchez une nouvelle catégorie de produits pour élargir vos activités actuelles ou si vous cherchez une activité nouvelle, posant un défi, mais apportant des bénéfices potentiels exceptionnels, et si vous disposez du capital de 120 000 francs qu'il est nécessaire d'investir pour acquérir le stock initial requis afin de faire face aux premiers besoins du marché, veuillez indiquer votre intérêt en répondant par un bref résumé de vos activités actuelles ou précédentes, en mentionnant votre adresse complète et numéro de téléphone, afin de prévoir un entretien avec le Directeur général pour l'Europe pour parler de ce programme et de son potentiel. Écrivez sous le n° 9.228 « le Monde » Publicité. Plusieurs territoires pleins de possibilités sont encore disponibles en France et en Belgique.

Occasions Renault
GARANTIE O.R.

une valeur sécurité

La Garantie O.R. est la garantie accordée par le réseau Renault aux véhicules d'occasion soigneusement sélectionnés et révisés. Un contrôle impératif de tous les organes vitaux du véhicule est effectué : moteur, boîte de vitesses, transmission, embrayage, direction, freins, suspensions, allumage. Un état

descriptif complet de l'état général du véhicule est remis à l'acquéreur. La Garantie O.R. comprend la gratuité de la main d'œuvre et des pièces mécaniques. La durée de la garantie O.R. varie de 3 à 6 mois. C'est une garantie Nationale applicable chez tous les concessionnaires Renault.

LES MAR

PARIS
27 JANVIER

Baisse « politique »

Le marché politique, dont les cours ont baissé de 10 points, a été le plus touché par la baisse. Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points.

Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points. Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points.

Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points. Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points.

Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points. Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points.

Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points. Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points.

Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points. Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points.

Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points. Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points.

Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points. Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points.

Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points. Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points.

Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points. Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points.

Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points. Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points.

Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points. Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points.

Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points. Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points.

Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points. Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points.

Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points. Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points.

Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points. Les cours des actions politiques ont baissé de 10 points, les cours des actions politiques ont baissé de 10 points.

مكتبة من الأصل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 27 JANVIER

Baisse « politique »

Le facteur politique, dont les effets sur le marché ont été de plus en plus ressentis ces derniers jours, a, ce jeudi, franchement pesé sur les cours avec le maintien de la candidature de M. Chirac à la mairie de Paris.

Prix de la moitié des valeurs françaises inscrites à la cote du terme se sont repliés, dont soixante-dix très sensiblement (de 1 à 6 %).

Tous les compartiments, sans la moindre exception, ont payé leur tribut à la baisse. A des degrés divers, toutefois, les plus pénalisés étant la construction, l'électricité, la métallurgie, le bâtiment et le secteur bancaire, et les plus résistants — relativement — l'automobile, les pétroles et la chimie.

Les plus mauvais scores ont été enregistrés par Métallurgique de Normandie (— 5,9 %) et Chiers (— 5,4 %).

Néanmoins, quelques hausses ont encore été relevées. Mais leur nombre s'est raréfié.

Avec la profusion des bonnes nouvelles économiques, les investisseurs ont eu tendance à se désintéresser de la hausse des prix en décembre et forte réduction du déficit commercial le même mois — la Bourse avait tenté les bonnes raisons de monter.

Mais les investisseurs sont plus sensibles à l'accroissement apparent des divisions au sein de la majorité, et la balance a penché en faveur de la baisse.

Selon, néanmoins, que la majeure des transactions retire une grande part de sa signification à un tel mouvement.

Les valeurs étrangères, fléchissant à peu près général, le groupe de Wall Street ayant essuyé un effet déprimant sur les marchés de l'or, toujours aussi anémique avec un volume d'affaires de 3,9 millions de francs contre 2,7 millions, le lingot a perdu 195 F, tandis que le napoléon a gagné 140 F.

Taux du marché monétaire
Offre privée : 9 13/16 %

1 dollar (en francs) : 228 5/8

1 dollar (en francs) : 228 5/8

1 dollar (en francs) : 228 5/8

1 dollar (en francs) : 228 5/8

1 dollar (en francs) : 228 5/8

1 dollar (en francs) : 228 5/8

1 dollar (en francs) : 228 5/8

LONDRES

Nouvelle avance

L'impact d'une nouvelle réduction du taux de l'escompte a stimulé le marché. Vendredi matin, après un démarrage laborieux, les investisseurs ont repris leur avance. Bonne tenue des fonds d'Etat. Réajustement des pétroles. Nouveaux reculs des mines d'or.

08 (intercontinental) 131 30 contre 132 30

VALEURS CLOTURE 27/1

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

NEW-YORK

La baisse se poursuit

Le mouvement de baisse, qui avait repris de l'ampleur mercredi dernier, s'est poursuivi jeudi à Wall Street, où l'indice Dow Jones a reculé de 3,90 points à 954,51.

Sur 180 valeurs traitées, 95 ont baissé, 47 ont monté, tandis que 44 restaient inchangées. Le volume des transactions s'est contracté à 1,4 milliard de titres contre 2,3 milliards.

Comme la veille, les raisons de la baisse demeurent assez floues. Certains allant même jusqu'à accuser la vague de froid qui s'est abattue sur la côte est, tandis que d'autres évoquent l'impact inflationniste des réductions d'impôts prévues par le Congrès.

Pendant ce temps, des nouvelles traditionnellement favorables à une hausse des cours continuent d'être accueillies avec la plus grande indifférence. Il en a été ainsi pour la contraction de la masse monétaire au cours de la semaine dernière ou la hausse de 1 % des ventes au détail durant la même période.

Indices Dow Jones : transports, 227,3 ; 1,01 ; services publics, 110,94 (— 0,19).

VALEURS COTATIONS 27/1

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

BOURSE DE PARIS - 27 JANVIER - COMPTANT

VALEURS COTATIONS 27/1

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

MARCHÉ A TERME

VALEURS COTATIONS 27/1

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

COTE DES CHANGES

VALEURS COTATIONS 27/1

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS COTATIONS 27/1

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

100 1/2 % 29 1/8 29 1/8

